

Dossier Loi sur l'eau MODE D'EMPLOI



Guichet Unique de l'Eau

Direction Départementale des Territoires du Gers (DDT32)
Service Eau & Risques (SER)
19 place du Foirail - BP 342 - 32007 AUCH cedex
Tél : 05.62.61.53.37 - Fax : 05.62.61.53.82
Mail : ddt-ser@gers.gouv.fr

Au **SERVICE** 32
de l'**EAU**
et des Milieux Aquatiques



Retrouvez ces fiches d'information mises à jour et les réponses aux questions que vous vous posez sur :
www.gers.developpement-durable.gouv.fr rubrique «Domaines d'activité / Gestion de l'eau»



Dossier Loi sur l'eau

MODE D'EMPLOI

SOMMAIRE

1 Fiches Procédure :

- 1.1 Autorisation - Déclaration
- 1.2 Procédures - Déroulement
- 1.3 Document d'Incidences - Etude d'impact
- 1.4 Police de l'Eau - Exercice
- 1.5 Sanctions
- 1.6 Recours

2 Fiches Cours d'eau :

- 2.1 Cours d'eau - Détermination
- 2.2 Cours d'eau - Entretien
- 2.3 Cours d'eau - Travaux

3 Fiches Assainissement :

- 3.1 Assainissement - Généralités
- 3.2 Assainissement - Gestion des boues
- 3.3 Assainissement - Autres rejets
- 3.4 Assainissement Collectif - Auto-surveillance

4 Fiche Eaux pluviales :

- 4.1 Eaux pluviales

5 Fiches Plan d'eau - Barrage :

- 5.1 Plan d'eau - Création et remplissage
- 5.2 Plan d'eau - Curage et Vidange
- 5.3 Barrage - Sécurité publique

Annexes

- Document d'incidences - Plan type

Qui puis-je contacter ?

Edit'Eau

Etiage, sécheresse ou inondations, pollutions... L'eau, chaque année dans le Gers, fait l'objet d'une attention toute particulière.

Patrimoine commun de la nation, l'eau a toujours été placée au cœur des politiques publiques en affirmant que sa protection, sa mise en valeur et le développement de la ressource utilisable, dans le respect des équilibres naturels, sont d'intérêt général.

Source d'enjeux et de protection durable pour les générations futures au regard des changements climatiques, sa gestion fait l'objet d'un cadre imposé par la directive cadre sur l'eau européenne, ou DCE, et d'une multitude de textes européens et nationaux. Ainsi, la nouvelle loi sur l'eau du 30 décembre 2006 réaffirme la nécessité du bon état des eaux dès 2015, et le SDAGE Adour-Garonne ainsi que son programme de mesures imposent un calendrier d'actions pour chaque cours d'eau ciblé.

Il faut cependant avouer que la réglementation reste pour beaucoup un maquis de textes souvent difficile d'accès.

Fruit d'un travail collectif des agents du service de l'eau et des risques de la Direction Départementale des Territoires et de la Mise, ces fiches ambitionnent de porter à la connaissance de tous les éléments clefs de la constitution d'un dossier loi sur l'eau. Rédigées sous une forme qui se veut pédagogique, elles devraient rendre plus accessibles les procédures administratives les plus courantes et intéresser ainsi les principaux acteurs des métiers de l'eau et de l'environnement. Afin d'en faciliter l'accès auprès d'un large public et leur mise à jour, parti pris a été donné à une mise en ligne sur le site internet de la DDT du Gers.

Bonne lecture.

Auch, le 30 décembre 2010.

Le Préfet du Gers.

Denis CONUS.

Abréviations utilisées

- CEnv : Code de l'environnement
- SDAGE : le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux est le document de planification pour la gestion équilibrée des ressources en eau et des milieux aquatiques pour l'ensemble du bassin Adour-Garonne. Il précise l'organisation et le rôle des acteurs, les modes de gestion et les dispositions à mettre en oeuvre pour atteindre les objectifs qualitatifs et quantitatifs qu'il fixe pour l'ensemble des milieux aquatiques, dont le bon état des eaux. Il est opposable à l'ensemble des actes administratifs.
- Le SDAGE est décliné en SAGE (Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux) à l'échelle des bassins-versants.

► Connectez-vous à internet !

► Connectez-vous à internet !



La réglementation européenne sur l'eau exige l'atteinte du bon état général des eaux dès l'année 2015. Elle impose ainsi que les ouvrages ou activités ayant un impact sur les milieux aquatiques soient conçus et gérés dans le respect des équilibres et des différents usages de l'eau.

Dans ce cadre, la législation sur l'eau et le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion de l'Eau (SDAGE) Adour-Garonne organisent une gestion équilibrée de la ressource en eau afin de permettre la réalisation de projets divers tout en préservant l'eau et les milieux aquatiques contre les atteintes qu'ils peuvent subir.

Ainsi, toute personne (physique ou morale, publique ou privée, propriétaire, exploitant ou entreprise) qui souhaite réaliser une installation, un ouvrage, des travaux ou une activité ayant un impact sur le milieu aquatique doit soumettre son projet à l'application de la loi sur l'eau (art. L214-1 et suivants du Code de l'environnement), au régime de Déclaration ou d'Autorisation selon la nomenclature Eau.

La marche à suivre

Pour vérifier si mon projet est soumis aux prescriptions de la loi sur l'eau au titre de la «Nomenclature eau» je dois :

1 Examiner les différents paramètres de mon projet

susceptibles d'avoir une incidence ou un impact, direct ou indirect, positif ou négatif, sur le milieu aquatique (eaux superficielles ou souterraines, zones inondables, zones humides...) ; et ce à toutes les étapes de mon projet (phase travaux, phase exploitation, conditions exceptionnelles).

► **Connectez-vous à internet !**
pour savoir comment constituer un dossier Loi sur l'eau.

2 Prendre en compte tous les paramètres

dans la considération des différents impacts :

- tenir compte de la notion de seuil, pour chaque point du projet concerné par une rubrique de la nomenclature, qui permet de déterminer la procédure à appliquer (procédure de Déclaration ou d'Autorisation).
- retenir le régime le plus restrictif des deux, à savoir l'Autorisation, si mon projet relève de plusieurs rubriques, à la fois du régime d'Autorisation et de Déclaration.
- tenir compte des règles du cumul des aménagements (articles R214-42 et R214-43 du Code de l'environnement) : si mon projet globalise plusieurs aménagements sur un même bassin versant, une seule demande d'Autorisation ou une seule Déclaration peut être présentée pour l'ensemble de ces installations. Il en est obligatoirement ainsi lorsque les aménagements envisagés dépendent de la même personne, concernent le même milieu aquatique, si leur ensemble dépasse le seuil fixé par la nomenclature, alors même que, pris individuellement, ils sont en dessous du seuil prévu par la nomenclature, que leur réalisation soit simultanée ou successive.
- tenir compte de la règle du cumul des impacts : mon projet doit tenir compte du cumul des impacts des aménagements déjà existants sur les aménagements envisagés.

3 Comparer les différents impacts de mon projet, un par un, aux rubriques définies dans la Nomenclature :

Cette «Nomenclature eau», se présente comme une grille à multiples entrées (rubriques) définissant les différents impacts susceptibles de concerner mon opération et le régime «loi sur l'eau» s'y appliquant (Déclaration ou Autorisation).

Réglementation :

- **Nomenclature Eau :**
art. R214-1 CEnv

Exemple :

Un plan d'eau de 2 ha dont le barrage de retenue présente une hauteur de 5 m, construit en dérivation d'un cours d'eau avec un prélèvement supérieur à 5 % du débit du cours d'eau, est soumis aux rubriques :

- 1.2.1.0 : prélèvement de plus de 5 % du débit du cours d'eau → **Autorisation** ;
- 3.2.3.0 : plan d'eau permanent ou non dont la superficie est supérieure à 0,1 ha mais inférieure à 3 ha → **Déclaration** ;
- 3.2.5.0 : barrage de retenue et digues de canaux de classe B → **Autorisation**.

Conclusion : Parmi les 3 rubriques concernées par mon projet, 2 relèvent de l'Autorisation : mon projet est donc soumis à la procédure d'Autorisation.

4 Respecter les arrêtés de prescriptions,

le cas échéant, propres à chaque rubrique concernée par mon projet. Ces prescriptions peuvent être obtenues auprès du service en charge de la Police de l'eau et des milieux aquatiques.

Autorisation - Déclaration

5 Mon projet est soumis à la Nomenclature : que doit contenir mon dossier ?

Je dois donc élaborer pour mon projet un dossier d'Autorisation ou de Déclaration qui comprendra :

1. Le nom, l'adresse, la signature manuscrite du demandeur et le numéro SIRET pour les entreprises.
2. L'emplacement sur lequel l'installation, l'ouvrage, les travaux ou l'activité (IOTA) doivent être réalisés.
3. La nature, la consistance, le volume et l'objet de l'ouvrage, de l'installation, des travaux ou de l'activité envisagés, ainsi que la ou les rubriques de la nomenclature dans lesquelles ils doivent être rangés.
4. Un document adapté à l'importance du projet et de ses incidences (voir fiche Document d'incidences - Etude d'impact) :
 - Indiquant les incidences du projet sur la ressource en eau et les milieux aquatiques. :
 - Indiquant les évaluations des incidences Natura 2000, que le projet soit ou non localisé sur un site Natura 2000.
 - Justifiant de la compatibilité du projet avec le schéma directeur (SDAGE) ou le schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) et de sa contribution à la réalisation des objectifs visés à l'article L. 211-1 ainsi que des objectifs de qualité des eaux prévus par l'article D. 211-10 du Code de l'environnement.
 - Précisant les mesures correctives ou compensatoires envisagées.
5. Les moyens de surveillance ou d'évaluation des prélèvements et des déversements prévus.
6. Les éléments graphiques, plans ou cartes utiles à la compréhension des pièces du dossier.

Des pièces supplémentaires doivent être fournies pour certains dossiers : assainissement (déversoirs d'orage, stations d'épuration), digues et barrages, opération groupée d'entretien régulier d'un cours d'eau, plan d'eau...

Nos conseils :

- Les dossiers étant souvent complexes, il est fortement conseillé de se faire assister par un bureau d'études spécialisé.
- Vous devez justifier votre choix de projet sur la base de critères environnementaux, économiques et techniques.
- Dans le cas d'un risque avéré pour les milieux aquatiques, le dossier sera jugé au regard des mesures compensatoires prévues.

6 La procédure : autorisation ou déclaration

Consultez la fiche Procédures - Déroulement

Avertissements

- La procédure au titre de la loi sur l'eau ne dispense en aucun cas le demandeur de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations (Code civil, Code de l'urbanisme, Code rural, Code forestier, Code de la santé publique...).
- L'inobservation des dispositions figurant dans le dossier d'Autorisation ou de Déclaration déposé pourra entraîner l'application des sanctions prévues à l'art. R216-12 du Code de l'environnement.
- Tout défaut d'Autorisation ou de Déclaration est passible de sanctions administratives, prévues aux articles L216-1 et suivants, et judiciaires, prévues aux articles L216-8 et suivants et R216-12 du Code de l'environnement (CEnv).

A ne pas faire :

- Avoir un projet en relation avec les milieux aquatiques sans me renseigner sur la réglementation.
- Occulter les incidences potentielles du projet.
- Commencer les travaux ou activités avant l'autorisation de l'administration.

A savoir :

- Mon dossier initial doit lister non seulement les rubriques concernées par mon projet lors de sa création, mais également les rubriques qui seront ultérieurement concernées (exemple d'un plan d'eau : aux rubriques relatives à la création et au remplissage doivent s'ajouter les rubriques relatives à la vidange et/ou au curage ultérieurs).
- Je peux être contrôlé pendant et après la réalisation de mon projet.

Fiche(s) à consulter :

- Toutes les thématiques (Quelles sont les bonnes questions à se poser ?)
- Nomenclature
- Document d'incidences Etude d'impact
- Procédures - Déroulement
- Recours
- Sanctions

Si mon projet n'est pas concerné par la Nomenclature

Aucun dossier loi sur l'eau n'est nécessaire mais votre projet reste soumis à minima aux dispositions du Code Civil (art. 1382 à 1384 du Code civil) : en effet, votre responsabilité vis-à-vis des tiers est engagée. De plus, vous devez vérifier que votre projet n'est pas concerné par une autre réglementation (codes civil, urbanisme, rural, forestier, minier, santé publique...).



Fiche 1.2

Procédures - Déroulement

- Recherche de textes réglementaires
- Site internet «Gestion de l'eau» de la DDT32

Déroulement de la procédure d'Autorisation

► Connectez-vous à internet !

Fiche(s) à consulter :

- Autorisation - Déclaration
- Contacts

Réglementation :

- Art. L.214-3 CEnv
- Art. R.214-6 à R.214-31 CEnv
- Art. R.214-41 à R.214-56 CEnv

Dépôt de votre dossier de demande d'Autorisation

en 7 exemplaires minimum au Guichet unique de l'eau de la DDT32.

1^{ère} phase de procédure : complétude

examen de votre dossier par le Guichet unique de l'eau au titre des pièces réglementaires à produire.

En cas de dossier incomplet

Réception d'une demande de compléments précisant les informations manquantes.

En cas de dossier complet

Réception d'un accusé de réception avec mention de la date de dépôt du dossier complet. A compter de cette date, si un délai de plus de 6 mois s'écoule avant l'avis d'ouverture d'enquête publique, ceci vaut rejet de la demande d'Autorisation.

Le commencement de l'opération est interdit avant l'obtention de la décision préfectorale.

2^{ème} phase de procédure : régularité

instruction de votre dossier par le Service en charge de la police de l'eau au titre de sa régularité et de sa recevabilité (analyse de fond), avec consultation d'autres services de l'Etat compétents et d'autres départements impactés, le cas échéant.

En cas de dossier irrégulier

Réception d'une demande de compléments précisant les informations manquantes.

En cas de dossier régulier

Réception d'un avis de recevabilité.

Le commencement de l'opération est interdit avant l'obtention de la décision préfectorale.

3 - Avis éventuel de l'Autorité Environnementale

Si la réglementation impose une étude d'impact, la saisine de l'AE (Préfet de région via la DREAL) est obligatoire après la constitution de l'avis de recevabilité. L'avis de l'AE est rendu dans un délai de deux mois et joint au dossier d'enquête publique. Cet avis étudie la complétude de l'étude d'impact et la bonne prise en compte de l'environnement dans le projet.

4 - Enquête publique

Transmission d'un avis de mise à l'enquête publique par la Préfecture. La durée de l'enquête publique ne peut être inférieure à 1 mois et supérieure à 2 mois, et comprend éventuellement une audition du demandeur, la rédaction d'un mémoire en réponse, les avis des collectivités concernées et les conclusions du commissaire enquêteur. Au regard de ces données, le préfet fait établir un rapport sur la demande d'Autorisation.

5 - Avis du CODERST

(Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques)

Le CODERST statue sur la demande d'Autorisation et la proposition d'arrêté effectuée par le Service en charge de la Police de l'Eau. Le pétitionnaire peut se faire entendre.

6 - Décision du Préfet

Le projet d'arrêté est préalablement présenté au pétitionnaire, qui dispose d'un délai de 15 jours pour formuler des observations par écrit au titre de la procédure contradictoire.

ACCORD

par arrêté d'Autorisation avec avis de prescriptions particulières.

Vous pouvez réaliser votre projet sous conditions.

REFUS

Arrêté motivé d'opposition à Autorisation.

Vous ne pouvez pas réaliser votre projet.

Information et publicité de la décision préfectorale

susceptible d'un recours contentieux par les tiers pendant 1 an.

Rejet si délai supérieur à 6 mois

30 jours min.

3 mois avec prolongation possible de 2 mois

Procédures - Déroulement

Déroulement de la procédure de Déclaration

► Connectez-vous à internet !

Fiche(s) à consulter :

- Autorisation - Déclaration
- Contacts

Réglementation :

- Art. L.214-3 CEnv
- Art. R.214-6 à R.214-31 CEnv
- Art. R.214-41 à R.214-56 CEnv

Dépôt de votre dossier de demande de Déclaration

en 3 exemplaires au Guichet unique de l'eau de la DDT32.

1^{ère} phase de procédure : complétude

examen de votre dossier par le Guichet unique de l'eau au titre des pièces réglementaires à produire.

En cas de dossier incomplet

dans les 15 jours suivant le dépôt de votre dossier, réception d'une demande de compléments précisant les informations manquantes.

En cas de dossier complet

dans les 15 jours suivant le dépôt de votre dossier, réception d'un récépissé de déclaration.
(ne permettant pas le commencement de l'opération, sauf en cas d'accord immédiat).

2^{ème} phase de procédure : régularité

instruction de votre dossier par le Service en charge de la police de l'eau au titre de sa régularité et de sa recevabilité (analyse de fond).

En cas de dossier irrégulier

Demande éventuelle d'informations complémentaires qui suspend le délai d'instruction de 2 mois. (*)

En cas de dossier régulier

Décision du préfet.

Décision du Préfet

ACCORD

avec avis de prescriptions particulières.
Délais supplémentaires spécifiques (**).

Vous pouvez réaliser votre projet sous conditions.

ACCORD

sur Déclaration
à réception d'un courrier avant l'échéance du délai de 2 mois.

Vous pouvez réaliser votre projet.

ACCORD

tacite sur Déclaration
à l'échéance du délai de 2 mois fixé dans le récépissé de Déclaration.

Vous pouvez réaliser votre projet.

REFUS

Arrêté préfectoral motivé d'opposition à Déclaration.

Vous ne pouvez pas réaliser votre projet.

Information et publicité de la décision préfectorale

susceptible d'un recours contentieux par les tiers pendant 1 an.

(*) Vous disposez d'un délai maximum de 3 mois pour fournir les informations complémentaires. Le délai suspendu de 2 mois redémarrera dès la transmission des informations requises.

(**) Lorsque des prescriptions particulières (ou spécifiques) sont envisagées, un nouveau délai de deux mois court à compter de la réception de l'avis du déclarant sur les prescriptions envisagées ou, à défaut, à compter de l'expiration du délai qui lui a été imparti pour formuler ses observations. Si, dans le même délai, le déclarant demande la modification des prescriptions applicables à l'installation, un nouveau délai de deux mois court à compter de l'accusé de réception de la demande par le préfet.

L'opposition à Déclaration

Pour tout projet soumis à Déclaration, le Préfet dispose d'un délai de deux mois à partir de la date de réception du dossier complet et régulier pour s'opposer à l'opération projetée s'il apparaît qu'elle n'est pas conforme aux dispositions du SDAGE, à la politique départementale d'opposition à déclaration, ou si elle porte atteinte aux intérêts mentionnés à l'art. L211-1 du Code de l'environnement.

► Connectez-vous !

Consultez la doctrine départementale d'opposition à Déclaration.

15 jours

2 mois si le dossier est complet à compter de la date de dépôt

**Fiche 1.3****Document d'incidences - Etude d'impact**

- Recherche de textes réglementaires
► Site internet «Gestion de l'eau» de la DDT32

Contexte et définitions

Le document d'incidences (ou l'étude d'impact) est un élément obligatoire et essentiel de votre dossier Loi sur l'Eau. Il permet, à partir de la présentation d'un état initial, d'apprécier les effets de votre projet sur l'environnement, de proposer des mesures visant à compenser ces effets ou à les corriger.

Un document d'incidences (ou une étude d'impact selon le cas) doit obligatoirement être joint à tout dossier de déclaration ou d'autorisation Loi sur l'Eau.

Le propriétaire ou le pétitionnaire du projet porte la responsabilité de la bonne réalisation et du contenu du document d'incidences / de l'étude d'impact, en étant le plus exhaustif possible en fonction des impacts prévisibles.

- **Le document d'incidences** doit obligatoirement être joint à tout dossier de déclaration ou d'autorisation au titre du Code de l'Environnement. Son objectif est d'analyser les incidences de l'opération projetée (IOTA : Installation, Ouvrage, Travaux ou Activité) sur la ressource en eau et le milieu aquatique dans toutes leurs composantes (écoulement, qualité, quantité...), ainsi que sur le fonctionnement des éléments mentionnés à l'article L211-1 du Code de l'Environnement (dont les écosystèmes aquatiques).
- **L'étude d'impact** se substitue au document d'incidences lorsque la réglementation l'exige. Elle est plus détaillée et complète que le document d'incidences car elle aborde d'autres problématiques que celle de l'eau et des milieux aquatiques (air, santé humaine...) mais vise les mêmes objectifs. Elle est obligatoire pour les aménagements, ouvrages et travaux, en général plus complexes, listés à l'annexe de l'art. R122-2 CEnv, quel que soit le coût de leur réalisation.

Cette liste distingue les projets qui sont obligatoirement soumis à étude d'impact et ceux qui peuvent l'être, après une vérification préliminaire dite « examen au cas par cas » effectuée par l'Autorité environnementale compétente, à savoir le Préfet de région dans la plupart des cas. Cet « examen au cas par cas » porte sur la nécessité de réaliser ou non une étude d'impact en fonction de la nature du projet, de sa localisation ou de la sensibilité du milieu. A cette fin, un formulaire de demande d'examen au cas par cas devra être rempli par les porteurs de projets. Le Préfet de région disposera d'un délai de 35 jours pour émettre un avis motivé. Dans le cas contraire, l'obligation de réaliser une étude d'impact est tacite.

Quels sont les interlocuteurs à contacter ?

► Connectez-vous à internet !

• La DREAL Midi-Pyrénées :

En tant que service instructeur de l'étude d'impact, la DREAL est à votre disposition pour tout renseignement préalable. Au titre de l'Autorité Environnementale, elle effectue la vérification préliminaire dite « examen au cas par cas ». Cet « examen au cas par cas » porte, au vu du formulaire renseigné par le pétitionnaire, sur la nécessité de réaliser ou non une étude d'impact en fonction de la nature du projet, de sa localisation ou de la sensibilité du milieu. En cas d'absence de réponse dans les 35 jours, l'obligation de réaliser une étude d'impact est tacite.

• Les différentes administrations :

Dans le domaine de l'eau, les différents services administratifs produisent un grand nombre de données pouvant aider à connaître l'état initial du site où le projet est prévu. Par ailleurs, dès l'instant où une mesure d'incidence est nécessaire, il est recommandé de s'informer de la législation en vigueur sur le site.

• Les bureaux d'étude :

De par leurs capacités de diagnostic et leurs compétences pluri-disciplinaires, ils peuvent s'avérer incontournables selon l'ampleur du projet.

• Le service en charge de la Police de l'Eau :

Le pétitionnaire peut demander au Service en charge de la police de l'eau son avis sur le degré de précision à fournir dans l'étude d'impact, sous réserve de transmission des informations requises pour y répondre.

Réglementation :**Document d'incidences :**

- cas de l'Autorisation : Art. R214-6 CEnv
- cas de la Déclaration : Art. R124-32 CEnv

Etude d'Impact :

- Art. R122-1 à 16 CEnv

Fiche(s) à consulter :

- Contacts
- Autorisation - Déclaration
- Document d'incidences - Plan type (Fiche Annexe)

Liste non exhaustive de dossiers soumis à étude d'impact :

- Projets d'hydraulique agricole, y compris projets d'irrigation et de drainage de terres :
 - assèchement, mise en eau, imperméabilisation, remblais de zones humides ou de marais soumis à autorisation.
 - réalisation de réseaux de drainage soumis à autorisation.
 - travaux d'irrigation nécessitant un prélèvement permanent soumis à autorisation.
- Barrages et autres installations destinées à retenir les eaux et ou à les stocker d'une manière durable :
 - plans d'eau permanents ou non soumis à autorisation.

Liste non exhaustive de dossiers soumis à étude d'impact «au cas par cas» :

- Installations destinées à la production d'énergie hydroélectrique d'une puissance maximale brute totale inférieure à 500 kw.

Document d'incidences - Etude d'impact

Le contenu du document d'incidences

Le contenu du document d'incidences est fonction de l'importance des travaux et aménagements projetés et de leurs impacts prévisibles sur l'environnement. Que ce soit pour un projet soumis à déclaration ou à autorisation, le document, adapté à l'importance du projet et de ses incidences, devra indiquer :

- les incidences directes et indirectes du projet (phase de travaux et phase d'exploitation),
- les incidences temporaires et permanentes du projet (phase de travaux et phase d'exploitation),
- sur :
 - la ressource en eau,
 - le milieu aquatique,
 - l'écoulement,
 - le niveau et la qualité des eaux, y compris de ruissellement,
- en fonction :
 - des procédés mis en œuvre,
 - des modalités d'exécution des travaux ou de l'activité,
 - du fonctionnement des ouvrages ou installations,
 - de la nature, de l'origine et du volume des eaux utilisées ou affectées,
 - des variations saisonnières et climatiques.
- évaluation des incidences Natura 2000 au regard des objectifs de conservation et de préservation de la flore, de la faune et de ses habitats, que la localisation du projet soit située ou non dans le périmètre d'un site Natura 2000 (art. R414-19 CEnv),
- le cas échéant :
 - la compatibilité du projet avec le SDAGE ou le SAGE,
 - la contribution à la réalisation des objectifs visés à l'article L211-1 ainsi que des objectifs de qualité des eaux prévus par l'article D211-10 CEnv.
- les mesures d'évitement et de suppression des impacts potentiels, les mesures de réduction des impacts et, en dernier recours, les mesures de compensation des impacts résiduels. L'atteinte aux zones humides conduit à l'obligation de la compensation en terme de surface pour le pétitionnaire.
- les moyens de surveillance prévus :
 - et, si l'opération présente un danger, les moyens d'intervention en cas d'incident ou d'accident pour les dossiers d'Autorisation.
 - ou d'évaluation des prélèvements et des déversements prévus, pour les dossiers de Déclaration.

Conseil pratique

Pour éviter le rejet d'un dossier pour insuffisance, il est nécessaire que le document d'incidences aborde l'ensemble de ces thèmes même si, en fonction des ouvrages, activités ou travaux et des enjeux liés à l'environnement naturel du site, les informations pourront être éventuellement succinctes.

Le contenu de l'étude d'impact

Préalablement au dépôt officiel de votre dossier Loi sur l'Eau nécessitant une étude d'impact, il vous est vivement recommandé de vous mettre en relation avec le service en charge de la Police de l'Eau et la DREAL. En effet, une concertation est à favoriser entre le maître d'ouvrage et les différents services de l'Etat.

Le contenu de l'étude d'impact est proportionné à la sensibilité environnementale de la zone susceptible d'être affectée par le projet, à l'importance et la nature des travaux, ouvrages et aménagements projetés et à leurs incidences prévisibles sur l'environnement ou la santé humaine. L'étude d'impact comprend obligatoirement les renseignements listés à l'art. R122-5 CEnv. A compter du 1er juin 2012, doivent notamment être rajoutés les renseignements suivants :

- une description du projet comportant des informations relatives à sa conception et à ses dimensions, y compris en particulier une description des caractéristiques physiques de l'ensemble du projet et des exigences techniques en matière d'utilisation du sol des phases de construction et de fonctionnement, et le cas échéant, une description des principales caractéristiques des procédés de stockage, de production et de fabrication telles que la nature et la quantité des matériaux utilisés, ainsi qu'une estimation des types et des quantités de résidus et des émissions attendues résultant du fonctionnement du sujet proposé ;
- une prise en compte plus détaillée de l'état initial, avec la prise en compte de l'eau notamment, des équilibres biologiques, de la continuité écologique et des habitats (faune/flore), ainsi que les interrelations entre les différentes problématiques ;
- une analyse des impacts (positifs ET négatifs) du projet sur le court, moyen et long terme. Pour information, cette exigence ne fait que formaliser une pratique déjà existante au niveau des dossiers Loi sur l'eau ;
- une analyse des effets cumulés du projet avec d'autres projets connus. Ces «projets connus» sont ceux qui, lors du dépôt de l'étude d'impact :
 - ont fait l'objet d'un document d'incidences au titre de l'article R214-6 (dossiers Loi sur l'Eau) et d'une enquête publique ;
 - ont fait l'objet d'une étude d'impact au titre du Code de l'environnement et pour lesquels un avis de l'Autorité Environnementale a été rendu public ;
- une description du dispositif de suivi ;
- les noms et qualités précises et complètes du ou des auteurs de l'étude d'impact et des études qui ont contribué à sa réalisation.



Le Code de l'environnement dispose que «l'eau fait partie du patrimoine commun de la nation. Sa mise en valeur et le développement de la ressource utilisable, dans le respect des équilibres naturels sont d'intérêt général. Dans le cadre des lois et règlements ainsi que des droits antérieurement établis, l'usage de l'eau appartient à tous et chaque personne physique, pour son alimentation et son hygiène, a le droit d'accéder à l'eau potable dans des conditions économiquement acceptables par tous.».

Pour veiller au respect de ces principes, la «police de l'eau» réglemente les installations, ouvrages, travaux ou activités (appelés IOTA) qui peuvent avoir un impact sur la santé, la sécurité, la ressource en eau et les écosystèmes aquatiques.

3 polices spécialisées

En France, la police de l'eau est assurée par trois polices spécialisées :

• La police de l'eau et des milieux aquatiques :

décline au niveau départemental la mise en œuvre de la politique de l'Etat en matière d'eau, et notamment l'application de la Directive-Cadre européenne sur l'eau (DCE) et de la Loi sur l'eau et les milieux aquatiques.

Elle instruit, entre autres, les demandes d'autorisation de prélèvements et des travaux en rivières, veille à la déclaration et au comptage des prélèvements, fixe les objectifs de réduction des flux polluants, contrôle le respect de ces autorisations, veille au libre écoulement des eaux et au respect des milieux aquatiques et poursuit les infractions à ces dispositions.

• La police de la pêche :

veille au respect de la réglementation de la pêche en eau douce, à la protection du milieu aquatique, à la gestion des ressources piscicoles, constate les infractions et dresse les procès-verbaux.

• La police des installations classées :

veille à l'application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) et poursuit les infractions à ces dispositions.

2 fonctions distinctes

Chacune de ces polices spécialisées a deux fonctions :

• La police administrative, sous autorité du Préfet, par adoption d'arrêtés préfectoraux :

- instruit, suit et révisé les demandes d'autorisation et de déclaration relatives à la loi sur l'eau, vérifie à la fois la régularité administrative et analyse la pertinence des mesures proposées pour réduire l'incidence du projet sur l'environnement, voire sur la sécurité publique.
- fixe les prescriptions visant à limiter les atteintes à la ressource en eau et aux milieux aquatiques.
- contrôle la conformité des travaux/installations/activités réalisés par rapport aux autorisations administratives obtenues et propose des sanctions administratives en cas de constat d'infraction.

• La police judiciaire, sous autorité du Procureur de la République, par le biais de procès-verbaux :

- veille au respect de la réglementation par des contrôles sur les installations, ouvrages, travaux et activités liés au milieu aquatique.
- sanctionne les contrevenants.

Seuls les agents assermentés et commissionnés disposent d'un pouvoir de police judiciaire.

Réglementation :

L'eau fait partie du patrimoine commun de la nation :

Art. L210-1 Code de l'environnement



Qu'est-ce qu'une ICPE ?

Les installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) sont «toutes les installations (usines, ateliers, dépôts, chantiers), pouvant présenter des dangers ou des inconvénients pour la commodité, la santé, la sécurité, la salubrité publique, l'agriculture, l'environnement, la conservation des sites et des monuments, ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.»

Il existe environ 500 000 installations classées en France. Les activités relevant de la législation des ICPE sont énumérées dans une nomenclature qui les soumet à un régime d'Autorisation, d'Enregistrement ou de Déclaration en fonction de l'importance des risques ou des inconvénients qui peuvent être engendrés. Cette «nomenclature ICPE» est distincte de la «nomenclature Eau».

ICPE :

- Art. L512-1 à L512-19 CErv
- Art. R512-1 à R512-80 CErv
- Art. R511-9 à R511-10 CErv

Police de l'Eau - Exercice

Les acteurs de la police de l'eau

Ces acteurs peuvent tantôt intervenir en tant que police administrative ou en tant que police judiciaire, à la condition d'être commissionnés par le Préfet et assermentés, en relation avec le Procureur de la République.

• Le service en charge de la Police de l'Eau et des Milieux Aquatiques (PEMA) à la Direction Départementale des Territoires (DDT)

a pour mission :

- d'informer l'usager ou le pétitionnaire sur la législation, l'organisation et les missions des services de l'Etat dans le domaine de l'eau ;
- de mettre en œuvre et veiller à l'application de la réglementation dans le domaine de l'eau (directives européennes, lois et décrets nationaux, Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Adour-Garonne) ;
- de préserver et améliorer la qualité de la ressource en eau par la lutte contre les pollutions ;
- de prendre en compte les risques par :
 - une assistance aux différentes collectivités réalisant ou réactualisant des Plans de Prévention des Risques d'Inondation (PPRI),
 - la mise en œuvre de la réglementation concernant les ouvrages hydrauliques : digues et barrages classés au titre de la sécurité publique.
- de préserver la qualité des eaux superficielles, élément majeur du cadre de vie, par l'instauration de normes de rejet, de contrôles des rejets, de traitement des points noirs identifiés, de suivi des débits et des prélèvements réalisés dans les eaux souterraines et les eaux superficielles ;
- de préserver et reconquérir les milieux aquatiques et les zones humides à fort intérêt écologique.

• L'ONEMA (Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques)

Son action se coordonne avec l'ensemble des services des polices de l'eau. Les agents des services départementaux de l'ONEMA effectuent les contrôles sur le terrain dans le cadre des plans de contrôle départementaux. Ils veillent par ailleurs au respect des réglementations concernant la pratique de la pêche. Outre des missions générales d'appui technique et d'inventaire, l'ONEMA est également chargé d'émettre des avis techniques destinés aux services en charge de l'instruction des dossiers d'autorisation, de déclaration, de la réglementation, des interventions sur le milieu ...

• L'ONCFS (Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage)

Cet office exerce des missions de police de protection de la nature (chasse, pêche) et de police de la protection des espèces animales et végétales.

Compte tenu de leurs champs d'intervention, les agents de l'ONCFS travaillent souvent avec des agents de structures intervenant en matière d'environnement. En matière de police de l'eau et de lutte contre le braconnage des espèces piscicoles, ils travaillent régulièrement avec les agents de l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques (ONEMA).

• La gendarmerie, la police et les maires

Sont compétents pour constater les infractions au Code de l'Environnement et les pollutions.

Fiche(s) à consulter :

- Autorisation - Déclaration
- Sanctions
- Contacts



Qui puis-je contacter en cas d'ICPE?

- **Procédures Autorisation et Déclaration ICPE :**
Préfecture du Gers - Direction des Libertés Publiques et des Collectivités - Bureau du droit de l'environnement
- **ICPE établissements et activités industriels :**
DREAL Midi-Pyrénées - Unité territoriale du Gers
- **ICPE élevage, activités agro-alimentaires :**
DDCSPP32 - Service Protection et surveillance du cadre de vie



Fiche 1.5 Sanctions

- Recherche de textes réglementaires
- Site internet «Gestion de l'eau» de la DDT32

L'une des missions de la police de l'eau consiste à s'assurer de l'application de la réglementation relative à l'eau. Sa mise en œuvre repose sur des procédures assorties de sanctions, menées par les agents des services en charge de la police de l'eau de la DDT, de l'ONEMA, de l'ONFCS et la gendarmerie.

Police administrative et police judiciaire : définitions

La police administrative est l'activité administrative qui vise à prévenir les troubles à l'ordre public, à la sûreté, à la sécurité et la salubrité publiques. Elle se caractérise par son but préventif. Le préfet de département est en charge de la police administrative de l'eau. Les règles juridiques applicables sont celles du droit administratif et la juridiction compétente est la juridiction administrative.

La police judiciaire est chargée de constater une infraction déterminée ou d'en rechercher et arrêter les auteurs. Elle a donc un but répressif qui complète le but préventif de la police administrative. La police judiciaire est placée sous autorité du procureur de la République (Parquet) qui est l'autorité compétente au niveau local. Les règles juridiques applicables sont celles du droit civil ou du

Réglementation :

- **Police judiciaire :**
Art. L216-3 à L216-14 CEnv

droit pénal et la juridiction compétente est la juridiction judiciaire. L'une et l'autre interviennent dans le domaine de l'eau.

Les missions de contrôle

L'exercice du pouvoir de police administrative se manifeste suite à des manquements à la réglementation de l'eau. Ces mesures sont décidées le plus souvent suite à des contrôles :

- le contrôle préalable des IOTA (Installation, Ouvrage, Travaux ou Activité) qui ont une incidence sur la ressource en eau, à travers la délivrance de récépissés de déclaration ou d'autorisation et la fixation de prescriptions techniques ;
- le contrôle de la conformité des IOTA, qu'il s'agisse du respect des procédures de déclaration et/ou d'autorisation, et des prescriptions techniques ;
- le prononcé de sanctions, après mise en demeure, en cas de non-conformité.

Les mesures de police judiciaire répriment les infractions dans le domaine de l'eau :

- la pollution de l'eau ;
- le défaut d'autorisation administrative pour l'exploitation d'un IOTA ;
- le non respect d'une mise en demeure.

Ces infractions sont soumises au Code pénal et peuvent être constituées par :

- une faute d'imprudence (ou maladresse) ;
- une faute de négligence (ou inattention) ;
- une violation intentionnelle d'une règle (légale ou réglementaire).

Des contrôles sont également effectués par certains agents des services en charge de la police de l'eau, assermentés et commissionnés.

Très important

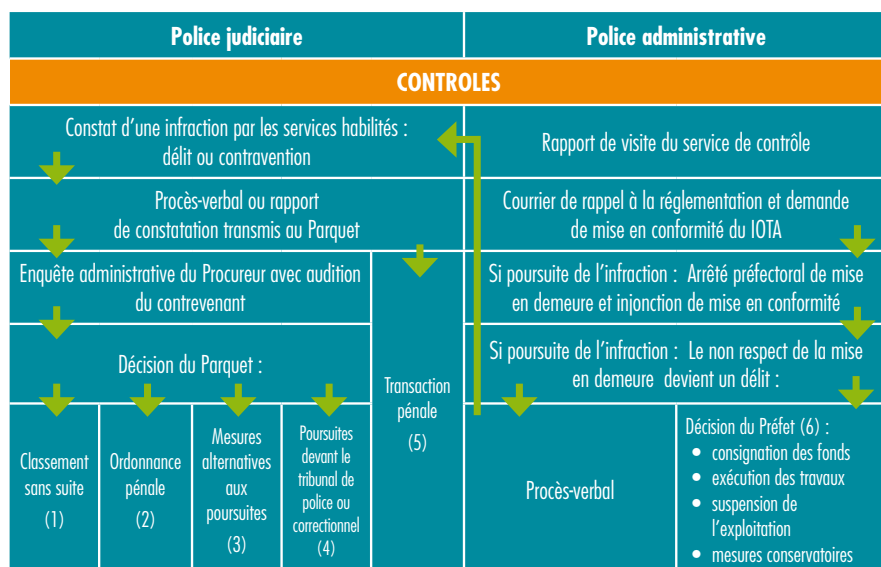
- Il est obligatoire, avant tout projet pouvant impacter un milieu aquatique, d'obtenir les autorisations administratives nécessaires au titre de la loi sur l'eau.
- Il est obligatoire, pendant la période de réalisation et d'existence de l'ouvrage ou de réalisation de l'activité, de s'assurer de sa conformité avec la législation en vigueur.

Fiche(s) à consulter :

- Police de l'eau
- Recours

Les poursuites

Les poursuites administratives et judiciaires peuvent être menées en parallèle.



Décision du Parquet (poursuites judiciaires éventuelles) :

- (1) classement sans suite.
(2) ordonnance pénale (pour contravention uniquement) : amende sans comparution devant le tribunal.
(3) mesures alternatives aux poursuites (mises en œuvre par le Parquet) :
• rappel à la loi ;
• composition pénale (obligation à exécuter, avec amende réduite) ;
• médiation pénale (solution négociée entre auteur et victime, sur proposition du Parquet) ;
• classement sous condition de régularisation administrative et/ou réparation du dommage.
(4) poursuites devant le tribunal de police (contravention) ou correctionnel (délit) :
• décide des poursuites pour faire cesser l'infraction (possibilité d'obligation de remise en état) ;
• fixe le montant de la peine encourue (pour les infractions délictuelles, le contrevenant est convoqué en audience au tribunal).
(5) transaction pénale (procédure menée par le Service en charge de la Police de l'eau avec l'accord du Parquet) :
• mesures de suppression de l'infraction et / ou de remise en état ;
• calendrier de mise en œuvre ;
• amende minimisée.

(6) Décision du Préfet (poursuites administratives éventuelles) :

- consignation dans les mains d'un comptable public des sommes correspondant aux travaux à exécuter ;
- exécution d'office des mesures prescrites aux frais du contrevenant ;
- suspension de la réalisation et de l'exploitation des ouvrages ou de l'exercice des activités jusqu'à l'exécution des conditions imposées ;
- fixation des mesures conservatoires nécessaires aux frais du contrevenant.

Sanctions

Les infractions et les sanctions

Dans le département du Gers, les infractions les plus fréquentes sont :

Contraventions :

- travaux sur un cours d'eau sans déclaration ;
- non respect du débit minimal à l'aval d'un plan d'eau construit sur un cours d'eau ;
- non respect d'un arrêté d'interdiction de prélèvement dans un cours d'eau.

Délits :

- non respect d'un arrêté de mise en demeure ;
- pollution par déversement de substances nuisibles (lisier...) dans les eaux superficielles ou souterraines.

Poursuites administratives (liste non exhaustive)		
Infractions	Sanctions	Réglementation
Non respect des prescriptions réglementaires	Mise en demeure	Sanctions administratives : • art. L216-1 et suivants CEnv
Défaut d'Autorisation ou de Déclaration	• mise en demeure ; • absence de régularisation ou demande de régularisation rejetée : fermeture ou suppression des installations ou ouvrages, cessation définitive des travaux ou activités ; • remise en état des lieux.	
Défaut d'obtempération à une mise en demeure de conformité dans un délai déterminé	Absence d'exécution dans le délai imparti : • consignation entre les mains d'un comptable public d'une somme correspondant au montant des travaux à réaliser avant une date déterminée. La somme consignée est restituée à l'exploitant ou au propriétaire au fur et à mesure de l'exécution des travaux ; • exécution d'office des mesures prescrites aux frais du contrevenant ; • suspension de la réalisation et de l'exploitation des ouvrages ou de l'exercice des activités jusqu'à l'exécution des conditions imposées ; • fixation des mesures conservatoires nécessaires aux frais du contrevenant.	
Poursuites judiciaires (liste non exhaustive)		
Infractions	Sanctions (*)	Réglementation
Contraventions : • Défaut de Déclaration (exécution ou participation) • Défaut de respect du projet autorisé ou déclaré • Violation des prescriptions techniques autorisées ou déclarées • Absence de déclaration d'incident ou d'existence • Épandage de boues d'épuration non conformes ou sans étude préalable • Epandage agricole à risques • Violation des prescriptions de limitation ou suspension des usages de l'eau • Violation des prescriptions des programmes d'action nitrates • Violation des servitudes de surinondation • Altération ou obstacle au libre écoulement des eaux	Amende pour contravention de 5 ^{ème} classe	Sanctions judiciaires : • art. R216-7 et suivants CEnv • art. L216-6 et suivants CEnv
Délit de pollution de l'eau	2 ans d'emprisonnement et 75 000 € d'amende	
Délit de défaut d'autorisation (exécution, réalisation, participation ou mise en place) pour la réalisation ou l'exploitation d'une installation, ouvrage, travaux ou activité (IOTA)	2 ans d'emprisonnement et peine d'amende de 18 000 € portée à 150 000 € en cas de récidive	
Délit de non respect d'une mise en demeure (fait de poursuivre une opération ou d'exploiter une installation ou un ouvrage sans se conformer à un arrêté de mise en demeure pris par le préfet)	2 ans d'emprisonnement et peine d'amende de 18 000 € portée à 150 000 € en cas de récidive	
Délit d'obstacle à l'exercice des fonctions confiées aux agents commissionnés en charge de la police de l'eau	6 mois d'emprisonnement et 7 500 € d'amende	

(*) Pour certaines peines, l'amende est multipliée par 5 pour les personnes morales (art. 131-37 et suivants Code de procédure pénale).

Votre responsabilité civile est toujours engagée !

Responsabilité civile : art. 1382 à 1384 Code Civil

La responsabilité du contrevenant est engagée dans tous les cas de dommages :

- Tout fait quelconque de l'homme, qui cause à autrui un dommage, oblige celui par la faute duquel il est arrivé à le réparer.
- Chacun est responsable du dommage qu'il a causé non seulement par son fait, mais encore par sa négligence ou par son imprudence.
- On est responsable non seulement du dommage que l'on cause par son propre fait, mais encore de celui qui est causé par le fait des personnes dont on doit répondre, ou des choses que l'on a sous sa garde.

Ce que dit le SDAGE

Exemple prescription A18 : Sensibiliser les Parquets :

L'Etat sensibilise les Parquets aux enjeux environnementaux correspondants aux types d'infractions environnementales et veille à la bonne articulation entre police administrative et police judiciaire conformément à la réglementation en vigueur.



Contexte et définitions

Les décisions et sanctions en matière de police de l'eau sont susceptibles de recours par le pétitionnaire ou le contrevenant. Les recours s'exercent devant les juridictions compétentes, à savoir :

- devant les juridictions administratives pour les actes de police administrative (arrêtés...) ;
- devant les juridictions judiciaires pour les décisions de police judiciaire (procès-verbaux...).

La distinction entre les deux types de police est cependant parfois délicate. En effet, il peut y avoir imbrication entre les deux. On peut alors se demander qui du juge administratif ou du juge judiciaire aura compétence pour statuer sur un litige lié à cette imbrication. Dans cette hypothèse, la compétence juridictionnelle est déterminée par l'opération qui est essentiellement à l'origine du litige, qui est déterminante dans la naissance du contentieux.

Possibilité de recours du pétitionnaire :

Recours en matière de police administrative

Recours gracieux et hiérarchique : sont des recours administratifs que peuvent exercer les administrés contre une décision prise par une autorité administrative (arrêtés, règlements...). Il s'agit en fait d'une demande de réexamen du dossier par l'Administration.

Recours gracieux : s'adresse à l'autorité administrative qui a pris la décision (Service en charge de la police de l'eau).

Délai :

- Le recours doit être exercé dans les 2 mois suivant la notification de la décision contestée.
- Cas particulier de l'opposition à Déclaration : le déclarant qui entend contester une décision d'opposition doit, préalablement à tout recours contentieux, saisir le préfet d'un recours gracieux. Le préfet soumet ce recours à l'avis du CODERST (Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques) et informe le déclarant, au moins huit jours à l'avance, de la date et du lieu de la réunion et de la possibilité qui lui est offerte d'être entendu. Le silence gardé pendant plus de quatre mois sur le recours gracieux du déclarant vaut décision de rejet (art. 214-36 CEnv).

Modalités :

- Il peut s'agir d'un simple courrier (en recommandé avec accusé de réception) qui doit contenir des arguments de faits et de droit, accompagné de la décision contestée et des pièces justificatives.
- Il est possible de former un recours gracieux puis un recours hiérarchique, ou bien uniquement un recours hiérarchique

Effets :

- Si un recours gracieux et/ou hiérarchique est exercé, l'administré dispose d'un délai supplémentaire de 2 mois pour saisir le juge (recours contentieux).

Réponse de l'Administration :

- L'administration dispose d'un délai de 2 mois, à compter de la date de réception du recours, pour y répondre.
- A défaut, son silence signifie un rejet implicite du recours.
- En cas de rejet implicite ou explicite, il est possible d'effectuer un recours contentieux devant le juge administratif dans un délai de 2 mois à compter de la date de rejet.

Recours hiérarchique : s'adresse à l'autorité supérieure à celle qui a pris la décision (Préfet).

Recours contentieux (recours exercé devant les juridictions administratives)

Recours pour excès de pouvoir : vise à obtenir l'annulation rétroactive d'une décision administrative violant une règle de droit.

Délai :

- Le recours contentieux doit être introduit dans les deux mois suivant :
 - soit la notification de l'acte contesté ;
 - soit la décision de rejet expresse ou implicite prise par l'administration sur un recours gracieux ou hiérarchique.

Modalités :

- Les conditions d'exercice des recours contentieux tiennent d'une part à la nature de l'acte attaqué (doit avoir un caractère décisoire), d'autre part à l'intérêt à agir du requérant.
- Le Tribunal administratif géographiquement compétent est en principe celui dans le ressort duquel l'autorité qui a pris l'acte contesté à son siège, ou bien dans le ressort duquel est situé le domicile du requérant. Les principales exceptions à ce principe concernent les actes produisant des effets au-delà du ressort d'un seul tribunal administratif.

Ressort des tribunaux administratifs (TA) :

- TA de Pau : Gers, Landes, Pyrénées-Atlantiques et Hautes-Pyrénées.
- TA de Toulouse : Ariège, Aveyron, Haute-Garonne, Lot, Tarn et Tarn-et-Garonne.
- TA de Bordeaux : Dordogne, Gironde et Lot-et-Garonne.

Effets :

- Le recours n'est en principe pas suspensif, ce qui signifie que la décision ou l'acte de l'administration continue à s'appliquer tant que le juge n'a pas rendu sa décision. Dans les cas d'urgence, il existe donc des procédures de référé administratif pour faire suspendre l'exécution de la décision.
- Recours pour excès de pouvoir : en cas d'annulation, l'acte annulé est réputé n'être jamais intervenu.

Recours de plein contentieux : permet d'obtenir du juge administratif l'annulation, la modification, l'indemnisation, l'interprétation et la légalité de la décision contestée.

Recours

Recours en matière de police judiciaire

La sanction pénale en France est la réponse de l'État contre l'auteur d'un comportement incriminé :

- le tribunal de police juge les contraventions de 5^{ème} classe passibles d'amendes. Il statue à un juge unique et siège au tribunal d'instance ;
- le tribunal correctionnel juge les délits et peut prononcer des peines d'emprisonnement. Il est une chambre du tribunal de grande instance.

Lorsqu'une ou plusieurs personnes ne sont pas satisfaites du premier jugement, elle peuvent faire appel. La Cour d'appel réexamine alors l'affaire.

Délai :

- En règle générale, le délai d'appel est de dix jours à compter du prononcé du jugement ou de l'arrêt de condamnation.

Modalités :

- La cour d'appel juge une seconde fois, sur le fond, les contentieux déjà jugés en première instance, au tribunal de police ou au tribunal correctionnel. La chambre des appels correctionnels est la juridiction d'appel, en ce qui concerne les délits et les contraventions.

Voies de recours :

- Ouvertes au prévenu, à la personne civilement responsable quant aux intérêts civils seulement, à la partie civile, quant à ses intérêts civils seulement, au procureur de la République, aux administrations publiques, dans les cas où celles-ci exercent l'action publique, au procureur général près la cour d'appel (délai de 2 mois).
- Conditions :
 - sans conditions en matière correctionnelle ;
 - sous conditions en matière de police (si la poursuite est engagée sur une contravention de 5^o classe, si la poursuite est engagée par l'administration des eaux et forêts)

Juridictions compétentes en matière pénale :

- Tribunal de Police (chambre du Tribunal d'Instance) : Auch et Condom (après réforme de 2011)
- Tribunal Correctionnel (chambre du Tribunal de Grande Instance) : Auch (après réforme de 2011)
- Cour d'appel : Agen

Les effets de l'appel :

L'appel tend à faire réformer ou annuler par la juridiction d'appel un jugement rendu par une juridiction du premier degré.

- L'effet dévolutif : l'appel remet la chose jugée en question devant la juridiction d'appel pour qu'il soit à nouveau statué en fait et en droit dans les limites de l'appel. La juridiction d'appel ne peut connaître de faits ne figurant pas dans la procédure initiale.
- L'effet suspensif : l'appel, et avant lui le délai donné par la loi pour faire appel, produisent un effet suspensif. Il est fait obstacle à ce que le jugement entrepris puisse être mis à exécution, même si le maintien en détention provisoire du prévenu est possible.

Possibilité de recours par les tiers :

La décision est susceptible d'un recours contentieux devant le tribunal administratif par les tiers dans un délai d'un an à compter de la date d'affichage en mairie.



Recours en matière de police administrative :

- pau.tribunal-administratif.fr
- Art. R421-1 Code Justice Administrative
- Art. L216-2 et L514-6 CEnv

Recours en matière de police judiciaire :

- www.justice.gouv.fr
- Art. 496 et suivants et 546 et suivants Code Procédure pénale

Recours par les tiers :

- Décret 2010-1701 du 30/12/10

Fiche(s) à consulter :

- Autorisation - Déclaration
- Sanctions
- Contacts



Contexte général :

La loi sur l'eau impose, depuis 1992, que toute activité, installation ou travaux susceptibles de modifier le niveau ou le mode d'écoulement des eaux, de provoquer la destruction de frayères (*), de zones de croissance ou d'alimentation de la faune piscicole soit soumise à déclaration ou autorisation administrative suivant des seuils fixés par la nomenclature. De ce fait la nomenclature Eau fait souvent référence à la notion de cours d'eau.

De nombreux éléments législatifs sur l'eau reposent notamment sur la notion de cours d'eau qui n'a jamais fait l'objet d'une définition précise. La caractérisation d'un cours d'eau est basée sur des critères de jurisprudence constants du Conseil d'Etat ou de divers tribunaux administratifs et Cours d'appel. C'est sur cette base qu'a été mise à jour, par les services de l'Etat chargés de la Police de l'eau et l'ONEMA, la clé de détermination des cours d'eau de Midi-Pyrénées, après plusieurs tests sur le terrain. L'ensemble du document, qui a été validé en Comité de l'Administration Régionale (CAR) de Midi-Pyrénées autour du Préfet de région, a une valeur indicative.

Objectifs et finalité :

Comment différencier un cours d'eau d'un fossé ?

Cette clé permet de :

- **préciser aux usagers les critères** sur lesquels l'Administration se fonde pour apprécier la nature d'un cours d'eau ;
- **définir les éléments de caractérisation d'un cours d'eau**, tenant compte de la jurisprudence actuelle mais aussi de la grande variabilité des caractéristiques hydrologiques, géologiques et morphologiques des milieux aquatiques rencontrés dans la région.

Toutefois, dans son sens littéral, l'article L214-1 du Code de l'environnement soumet à autorisation toutes les modifications des écoulements au titre des risques liés à la préservation de la ressource en eau, à la sécurité publique et à la sensibilité de la faune piscicole.

Domaine d'application :

La clé de détermination des cours d'eau vise en particulier, dans la zone amont des cours d'eau, les ruisseaux et ruisselets constituant le chevelu (*) en tête de bassins versants (*) et qui ne figurent ni en traits pleins ni en traits pointillés sur les cartes IGN au 1/25 000.

C'est en effet souvent pour ces derniers, en l'absence de présomption de cours d'eau par référence à la jurisprudence, que peuvent naître des contentieux entre l'Administration et un pétitionnaire.

Cette clé ne s'applique pas aux mares et plans d'eau, biefs (*) d'alimentation des moulins ou canaux destinés à la navigation fluviale, pour lesquels, le cas échéant, d'autres réglementations peuvent s'appliquer (au titre de la police de la pêche ou des espèces protégées, par exemple).

Mode d'utilisation de la clé de détermination des cours d'eau

En terme de méthodologie, le point essentiel à appliquer est de :

réaliser la caractérisation non pas sur la seule localisation d'un projet mais sur un linéaire suffisant pour en appréhender le fonctionnement.

Le principe de cette clé est une lecture en arborescence qui repose sur 4 critères précis et techniques utilisés pour la caractérisation des cours d'eau : présence d'eau, alimentation indépendante des précipitations, lit naturel et faune benthique.

La caractérisation de l'écoulement (fossé ou cours d'eau) est à la charge du pétitionnaire qui peut se faire accompagner par un bureau d'étude spécialisé.

Les Services en charge de la Police de l'eau peuvent être sollicités au préalable. Ces services réaliseront à leur titre une caractérisation sur laquelle ils étayeront, s'il y a lieu, les procédures à envisager. En cas de litige, vous pouvez effectuer un recours gracieux ou saisir le tribunal administratif.

Obligation de déclaration ou d'autorisation :

- Art. L214-1 CEnv

Fiche(s) à consulter :

- Autorisation - Déclaration
- Cours d'eau - Entretien
- Cours d'eau - Travaux
- Barrage - Sécurité publique
- Contacts

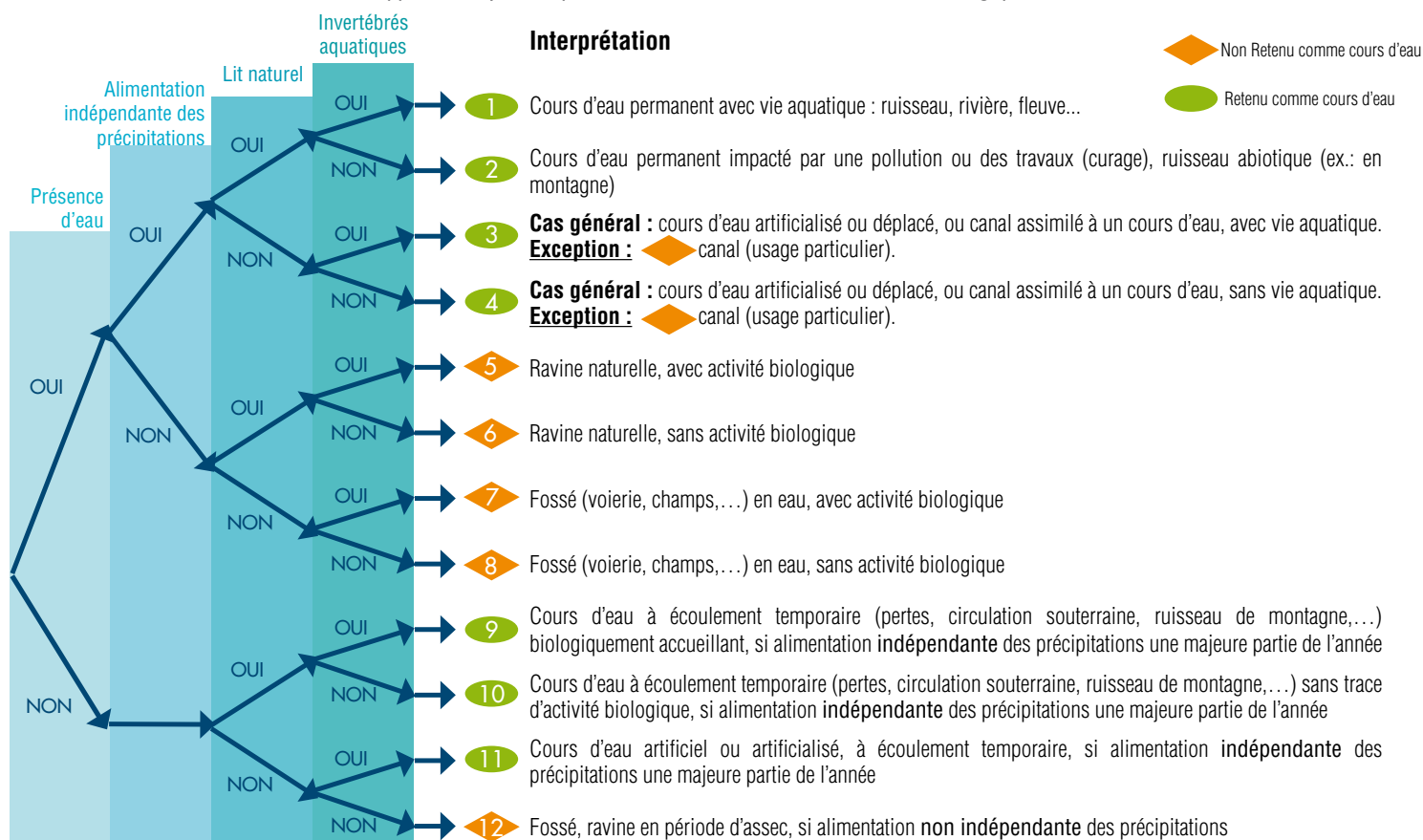
(*) Dic'Eau

- **bassin versant** : portion de territoire délimitée par des lignes de crête, dont les eaux alimentent un exutoire commun : cours d'eau, lac...
- **benthique** : adjectif précisant qu'une espèce vit dans la zone de fond aquatique, soit à proximité du fond, soit directement dedans.
- **bief** : canal amenant l'eau à un moulin ou espace entre deux écluses d'un canal.
- **chevelu** : représentation complète du réseau hydrographique superficiel d'un bassin hydrologique qui évoque une chevelure pour les bassins bien drainés.
- **exuvie** : chez les arthropodes ou chez les vertébrés, enveloppe (cuticule ou peau) que le corps de l'animal a quitté lors de la mue et qui laisse place à une nouvelle cuticule déjà prête en dessous de la précédente.
- **fond différencié** : fond de lit d'un cours d'eau dont la composition (granulométrique) est différente de celle du sol des rives.
- **frayère** : lieu où se reproduit la faune aquatique.
- **lit naturel** : lit de cours d'eau n'ayant subi aucune modification de la main de l'homme et possédant des berges et un fond différencié.
- **talweg** : (ou thalweg) correspond à la ligne qui rejoint les points les plus bas d'une vallée. Le talweg s'oppose à la ligne de crête.
- **trichoptère** : ordre qui regroupe des insectes, apparentés de près aux Lépidoptères (mites et papillons), mais adaptés pour la vie en eau douce dans leur stade larvaire.

Cours d'eau - Détermination

TABLEAU SYNTHÉTIQUE DES CRITÈRES DE DÉTERMINATION ET INTERPRÉTATION

(Rappel : l'analyse doit porter sur un linéaire constituant une entité écologique)



Le + technique :

1- Présence d'eau :

Ce premier critère correspond à un écoulement (par référence au Code civil) ou à la simple présence, visuellement constatée sur le terrain, d'eau au moment de la visite. Il n'est pas attaché à ce critère de valeur minimale de débit, le juge pouvant avoir des appréciations variables suivant le contexte climatique et hydrologique local. Dans certains cas (cours d'eaux temporaires), il peut y avoir absence d'eau courante au moment de la visite : sans que cela soit rédhibitoire, la présence d'indices supplémentaires (flaques d'eau, fond différencié, traces de vie benthique) plus ou moins loin en amont, peut permettre de prouver la présence d'un écoulement suffisant au moins une partie de l'année à défaut d'effectuer une visite à une autre période de l'année.

2- Alimentation indépendante des précipitations :

Ce critère vise à identifier l'origine de l'écoulement et en particulier à vérifier si l'écoulement résulte du seul ruissellement des eaux de pluie (cas des fossés et ravines) ou d'une source (active au moins pendant une partie de l'année). On considérera alors que l'alimentation est indépendante des précipitations, lorsque l'écoulement est observable après 8 jours sans pluie ou lorsque les précipitations cumulées sur cette période sont inférieures à 10 mm. Ce critère permet de distinguer fondamentalement les fossés (par définition ouvrages artificiels destinés à collecter et réguler les eaux de pluie et de ruissellement tout en ralentissant leur écoulement vers un exutoire) et les ravines (qui assurent la même fonction mais qui ont une origine naturelle), des cours d'eau. Il n'est pas contradictoire avec la présence (parfois) dans des fossés d'une faune aquatique diversifiée (amphibiens, macro invertébrés, voire poissons) notamment au moment de la reproduction si une connexion existe avec un cours d'eau.

3- Lit naturel :

Le terme de lit naturel suppose qu'il n'y a eu aucune intervention humaine qui ait pu en modifier le profil en travers ou le profil en long. Le lit correspond au chenal d'écoulement (talweg) et comprend :

- les berges, que l'on retiendra comme définies par un dénivelé d'au moins 10 cm entre le fond du lit et le niveau moyen des terrains adjacents,
- le fond. On recherchera en particulier la présence d'un fond différencié (*) par rapport aux terrains avoisinants en examinant :
 - la composition granulométrique : présence de matériaux roulés (sable, gravier,...), de vase et matières organiques,
 - l'arrangement stratigraphique (marques de transport et/ou sédimentation par l'eau), voire parfois la couleur,
 qui permettront de prouver l'existence d'un écoulement suffisant (au moins une partie de l'année) pour entretenir le lit du cours d'eau.

Attention :

- les écoulements en zone humide ou zone de sources, même s'ils ne possèdent pas de chenal différencié ou marqué (critère de hauteur de berge non rempli) sont considérés comme appartenant au cours d'eau qu'ils forment en aval.
- un substrat envahi par des graminées terrestres ne sera pas considéré comme fond différencié. Il permettra en revanche de caractériser un fossé.

4- Faune benthique (*) :

Ce critère, qui intervient en dernier pour confirmer un diagnostic, se rapporte essentiellement aux macro invertébrés benthiques ayant un cycle de vie complet en milieu aquatique : crustacés (gammare), mollusques, insectes (rana, nêpes) vers (planaires, achètes). D'autres groupes seront par ailleurs recherchés (trichoptères notamment) en fonction de la période de l'année. En l'absence d'individus vivants observés (impact d'une pollution ou de travaux par exemple), des coquilles vides, des fourreaux de trichoptères ou des exuvies (*), seront recherchées comme indices de vie aquatique.



Contexte et définitions :

Les cours d'eau sont depuis l'antiquité un lieu structurant de la société. De nos jours, leur utilisation a évolué mais reste d'une importance capitale pour bon nombre d'usagers et de propriétaires riverains.

Dans le Gers, les cours d'eau sont non domaniaux. Les berges et le lit mineur (*) des cours d'eau non domaniaux appartiennent aux propriétaires riverains, responsables de leur entretien.

Ce n'est pas le cas de l'eau qui s'y écoule, qualifiée de « bien commun ». Cette eau a une utilité universelle, que ce soit pour l'homme ou pour la faune et la flore. De plus, les usages en amont peuvent avoir des conséquences en aval, d'où la nécessité d'une gestion globale du bassin versant.

Ainsi, afin de respecter l'équilibre des cours d'eau et ses enjeux, toute intervention d'entretien sur un cours d'eau doit faire l'objet d'une réflexion préalable :

- définir le projet d'entretien dans sa globalité (équilibre amont / aval) ;
- analyser point par point les incidences que les travaux vont avoir sur le milieu aquatique, la faune et la flore. Cette analyse doit être réalisée au niveau du bassin versant dans ses implications amont-aval.

Un entretien nécessaire :

Le lit d'un cours d'eau est en perpétuelle évolution. Un entretien minimal peut s'avérer nécessaire pour :

- maintenir son fonctionnement en l'état ;
- préserver les secteurs habités des problèmes d'inondation.

Quelles sont les bonnes questions à se poser ?

- Quels dispositifs dois-je mettre en œuvre pour ne pas porter préjudice aux milieux aquatiques et compenser les dommages ?

Présence d'un embâcle dans le cours d'eau :

- L'embâcle présente-t-il un danger pour des ouvrages en aval (pont...) ?
- La suppression de l'embâcle est-elle vraiment nécessaire et permet-elle le maintien de la qualité de l'habitat piscicole ?

Curage d'un cours d'eau :

- Les matériaux soustraits lors du curage contiennent-ils des matériaux nobles (grave, gravier, galets) ?
- Comment seront gérés les sédiments après leur extraction ?
- Quels impacts mes travaux peuvent-ils avoir sur l'habitat piscicole et la faune aquatique ?

Quels sont les interlocuteurs à contacter ?

• La commune

C'est l'interlocuteur de premier niveau pour répondre à vos questions en matière de réglementation.

• L'entreprise qui effectue l'entretien

Son intervention doit être conforme aux prescriptions techniques et réglementaires précisées dans l'autorisation administrative et respectant le Code de l'environnement.

• Le syndicat mixte de rivière de mon secteur

Son but est d'assurer une gestion globale et cohérente de la rivière, en particulier en assurant un conseil technique et réglementaire aux riverains et éventuellement en se substituant à eux

pour des travaux rendus nécessaires au titre de l'intérêt général. Il peut être contacté via la mairie.

• La CATER

Ses missions principales sont le soutien et la coordination des actions d'entretien et de restauration des rivières ainsi que l'appui aux maîtres d'ouvrages pour la gestion des cours d'eau et la mise en valeur de leurs usages.

• Le service en charge de la Police de l'Eau

Il instruit les demandes de déclaration et d'autorisation pour les entretiens de cours d'eau relevant de la loi sur l'eau et en assure le contrôle.

Fiche(s) à consulter :

- Autorisation - Déclaration
- Cours d'eau - Détermination
- Cours d'eau - Travaux
- Barrage - Sécurité publique
- Contacts

Prescriptions générales :

- Arrêté DEVO0774486A du 30/05/08 (rub. 3.2.1.0)
- Arrêté DEVO0650505A du 09/08/06 (rub. 3.2.1.0)
- Arrêté DEVO0809347A du 23/04/08 (rub. 3.1.5.0)

Recommandation avant toute intervention sur un cours d'eau (entretien, travaux) :

- La végétation sur les berges et les rives joue un rôle à la fois de maintien des berges et des rives, de protection contre les influences latérales (érosion de sols), de ralentissement de l'eau, d'auto-épuration (des nitrates et résidus de produits anti-parasitaires...), d'abris pour la faune... Il convient de lui conserver une structure adéquate pour assurer toutes ses fonctions (importance de la ripisylve(*), de la diversification des espèces et des différentes générations de végétaux).
- Lors de travaux importants, il est nécessaire d'évaluer le projet dans son ensemble (amont - aval) afin de ne pas altérer les fonctions du cours d'eau.

Il est conseillé de se rapprocher du service en charge de la Police de l'eau et des milieux aquatiques afin de savoir précisément quelles sont les autorisations administratives à obtenir.

Cours d'eau - Entretien

Comment traduire mon projet en dossier loi sur l'eau ?

Au regard de la nomenclature eau : autorisation ou déclaration ?

Avant tout entretien lié au lit, aux berges, aux rives ou à la végétation, il est nécessaire de vérifier si mon projet est soumis à une procédure d'autorisation ou de déclaration au regard de la nomenclature Eau (art. R214-1 et suivants CEnv) :

- Si mon projet est concerné par au moins une rubrique de la Nomenclature, je dois déposer un dossier Loi sur l'eau.
- Parmi toutes les rubriques de la Nomenclature concernées par mon projet, si au moins une relève de l'Autorisation, mon dossier Loi sur l'eau est soumis à la procédure d'Autorisation. Dans le cas contraire, il est soumis à la procédure de Déclaration.

Entretien (curage, dragage) (Rubrique 3.2.1.0.)	Volume de sédiment extrait inférieur à 2000 m ³ et teneur des sédiments inférieure au niveau de référence S1 (**)	Déclaration
	Volume de sédiment extrait (sur un an) inférieur à 2000 m ³ et teneur des sédiments supérieure ou égale au niveau de référence S1 (**)	Autorisation
	Volume de sédiment extrait supérieur à 2000 m ³	Autorisation
I.O.T.A. de nature à détruire les frayères et les zones de croissance ou d'alimentation de la faune aquatique (Rubrique 3.1.5.0.)	Destruction de plus de 200 m ² de frayère	Autorisation
	Dans les autres cas	Déclaration

Au regard des autres points réglementaires :

La conformité des travaux est examinée en fonction :

- des différents arrêtés ministériels fixant les prescriptions générales ;
- du document départemental d'opposition à déclaration ;
- du SDAGE Adour-Garonne ;
- de la préservation de la faune et de la flore (Livre IV du Code de l'Environnement).

Responsabilité :

En cas de dommages liés aux tiers, la responsabilité civile des propriétaires à l'origine des travaux est engagée.

Point particulier sur le curage :

Je dois me conformer à la doctrine départementale d'opposition à déclaration :

Ce document fixe des obligations à justifier dans le dossier de déclaration :

- justification technique de la nécessité d'entretenir le cours d'eau ;
- analyses des sédiments et comparaison avec les seuils S1 (dérogation possible dans les secteurs où il n'y a aucun risque potentiel de pollution des sédiments) ;
- devenir des boues de curage ;
- garantie du maintien de la libre circulation des poissons pendant la durée des travaux (arrêt éventuel de prescriptions spéciales) ;
- garantie du maintien de la qualité de l'habitat piscicole (ne pas enlever les débris ligneux et branches basses n'aggravant pas le risque d'inondation).

(*) Dic'Eau

- **lit mineur** : secteur compris entre les deux berges et dans lequel s'écoule la rivière avant débordement.
- **lit majeur** : lit de hautes eaux, partie des berges qui n'est inondée qu'en cas de crue. La limite du lit majeur correspond au niveau de la plus grande crue historique enregistrée.
- **ripisylve** : ensemble de formations végétales (strate herbacée, arbustive, arborescente, où domine l'arbre), riveraine et en relation avec un cours d'eau, une zone humide, un marais...

(**) Définition du niveau de référence S1 (quantité de métaux lourds) :

- Arrêté DEVO0650505A du 09/08/06

Niveaux relatifs aux éléments et composés traces

(en mg/kg de sédiment sec analysé sur la fraction inférieure à 2 mm)

Paramètres	Niveau S1
Arsenic	30
Cadmium	2
Chrome	150
Cuivre	100
Mercure	1
Nickel	50
Plomb	100
Zinc	300
PCB totaux	0,680
HAP totaux	22,800

Ce que dit le SDAGE

Exemple prescription C24 : interdiction d'exporter des matériaux afin de restaurer une variabilité hydrologique plus naturelle et favoriser le transport solide.



Fiche 2.3

Cours d'eau - Travaux

- Recherche de textes réglementaires
- Site internet «Gestion de l'eau» de la DDT32

Contexte et définitions

Un cours d'eau est un milieu en équilibre dynamique tant au niveau de son hydrologie que de la faune et de la flore qu'il abrite. A ce titre, lors de chaque intervention, il faut respecter :

- l'état initial du cours d'eau, et notamment l'intégrité et la diversité des milieux,
- la continuité écologique du cours d'eau,
- la dynamique sédimentaire,
- la qualité de l'eau.

Le projet doit être intégré aux contraintes du milieu (non dégradation).

Dans le Gers, les cours d'eau sont non domaniaux. Les berges et le lit mineur des cours d'eau non domaniaux appartiennent aux propriétaires riverains, responsables de leur entretien. Ce n'est pas le cas de l'eau qui s'y écoule, qualifiée de «bien commun». Cette eau a une utilité universelle, à la fois pour l'homme et pour la faune et la flore. Ainsi, afin de respecter l'équilibre des cours d'eau et ses enjeux, toute intervention sur un cours d'eau doit faire l'objet d'une réflexion préalable :

- définition du projet dans sa globalité,
- analyse point par point des incidences que les travaux vont avoir sur le milieu aquatique, la faune et la flore. Cette analyse doit être réalisée à l'échelle d'une zone représentative du bassin amont-aval.

Quelles sont les bonnes questions à se poser ?

Création d'un gué pour permettre le passage d'engins mécanisés :

- Où et comment vais-je implanter le gué ?
- A quelle date vais-je réaliser les travaux ?
- Quelles conséquences mes travaux vont-ils avoir sur les milieux aquatiques ?

Réparation d'un seuil pour les prélèvements d'eau :

- Mon seuil est-il déclaré au service en charge de la Police de l'eau ? Et le prélèvement d'eau ?
- Quelles vont être les conséquences pour le milieu aquatique et la continuité écologique ?
- Quelle variation va engendrer la création de mon seuil sur la hauteur de la ligne d'eau ?
- Quel va être l'impact des travaux sur le profil et sur la structure du cours d'eau ?
- Comment adapter mon seuil pour maintenir la continuité écologique et sédimentaire ?

Quels sont les interlocuteurs à contacter ?

• La commune

C'est l'interlocuteur de premier niveau pour répondre à vos questions en matière de réglementation.

• L'entreprise qui effectue la prestation

Les travaux doivent être strictement conformes aux éléments définis dans le dossier loi sur l'eau, aux arrêtés de prescriptions ministériels et aux prescriptions qui figurent sur l'autorisation administrative (arrêté préfectoral d'autorisation ou de prescription).

• Le syndicat mixte de rivière de mon secteur

Il peut réaliser dans des conditions réglementaires strictement encadrées des travaux rendus nécessaires au titre de l'intérêt général (sécurité publique, restauration du milieu...). Il peut être contacté via la mairie.

• La CATER

Ses missions principales sont le soutien et la coordination des actions d'entretien et de restauration des rivières ainsi que l'appui aux maîtres d'ouvrages pour la gestion des cours d'eau et la mise en valeur de leurs usages.

• Le bureau d'étude (recommandé pour les travaux importants) :

Il apporte une expertise spécialisée en réalisant pour votre compte et à vos frais le projet d'aménagement en l'intégrant aux contraintes de non dégradation du milieu. Il peut également élaborer le dossier loi sur l'eau.

• Le service en charge de la Police de l'Eau

Il définit les procédures, instruit les demandes de déclaration et d'autorisation de travaux.

Fiche(s) à consulter :

- Autorisation - Déclaration
- Cours d'eau - Détermination
- Cours d'eau - Travaux
- Barrage - Sécurité publique
- Contacts

Prescriptions générales :

- Arrêté DEVO0770062A du 28/11/07 (rub. 3.1.2.0)
- Arrêté ATEE0210026A du 13/02/02 (rub. 3.1.3.0)
- Arrêté ATEE0210028A du 13/02/02 (rub. 3.1.4.0)
- Arrêté DEVO0809347A du 23/04/08 (rub. 3.1.5.0)



(*) Dic'Eau

- **Continuité écologique des cours d'eau** : se définit par la libre circulation des espèces biologiques et par le bon déroulement du transport naturel des sédiments : ces deux éléments doivent être examinés à l'échelle de plusieurs masses d'eau le long du même cours d'eau (notion de continuité).

Cours d'eau - Travaux

Comment traduire mon projet en dossier loi sur l'eau ?

Au regard de la nomenclature eau : autorisation ou déclaration ?

Avant tous travaux sur un cours d'eau, il est nécessaire de vérifier si mon projet est soumis à une procédure d'Autorisation ou de Déclaration au regard de la nomenclature Eau (art. R214-1 et suivants CEnv) :

- Si mon projet est concerné par au moins une rubrique de la Nomenclature, je dois déposer un dossier Loi sur l'eau.
- Parmi toutes les rubriques de la Nomenclature concernées par mon projet, si au moins une relève de l'Autorisation, mon dossier Loi sur l'eau est soumis à la procédure d'Autorisation. Dans le cas contraire, il est soumis à la procédure de Déclaration.

Créer un obstacle à l'écoulement des crues (rubrique 3.1.1.0.)		Autorisation
Créer un obstacle à la continuité écologique (rubrique 3.1.1.0.)	Entraînant une différence de niveau comprise entre 20 cm et 50 cm pour le débit annuel de la ligne d'eau	Déclaration
	Entraînant une différence de niveau supérieure ou égale à 50 cm pour le débit annuel de la ligne d'eau	Autorisation
Modification du profil du cours d'eau (rubrique 3.1.2.0.)	Sur une longueur inférieure à 100 m	Déclaration
	Sur une longueur supérieure ou égale à 100 m	Autorisation
Modification de la luminosité nécessaire au maintien de la vie et de la circulation aquatique (rubrique 3.1.3.0.)	Sur une longueur comprise entre 10 m et 100 m	Déclaration
	Sur une longueur supérieure ou égale à 100 m	Autorisation
Consolidation des berges (rubrique 3.1.4.0.)	Sur une longueur comprise entre 20 m et 200 m	Déclaration
	Sur une longueur supérieure à 200 m	Autorisation
I.O.T.A. de nature à détruire les frayères, les zones de croissance ou d'alimentation de la faune aquatique (rubrique 3.1.5.0.)	Dans les cas autres que la destruction de plus de 200 m ² de frayère	Déclaration
	Destruction de plus de 200 m ² de frayère	Autorisation

Au regard des autres points réglementaires :

La conformité des travaux est examinée en fonction :

- des différents arrêtés ministériels fixant les prescriptions générales ;
- du document départemental d'opposition à déclaration ;
- du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Adour-Garonne ;
- de la préservation de la faune et de la flore (Livre IV du Code de l'Environnement).

Responsabilité :

En cas de dommages liés aux tiers, la responsabilité civile des propriétaires à l'origine des travaux est engagée.

Le + technique

Pour être complet, le document d'incidences de mon dossier Loi sur l'Eau devra au minimum contenir les mentions relatives à :

- l'incidence sur la ressource en eau (prélèvements, rejets,) ;
- l'incidence sur le milieu aquatique (berges, lit, eau, habitats) ;
- l'incidence sur l'écoulement de l'eau ;
- l'incidence sur la qualité de l'eau et sur l'aspect quantitatif.

Les incidences doivent obligatoirement être corrigées ou compensées.

Ce que dit le SDAGE

Exemple prescription C41 : préserver et restaurer les fonctionnalités des milieux aquatiques et humides, et notamment les cours d'eau à forts enjeux environnementaux du bassin.



Contexte et définitions :

Un système d'Assainissement Collectif (AC) est constitué :

- d'un réseau public de collecte et de transport des eaux usées ;
- d'un ouvrage de traitement des eaux usées.

Une agglomération d'assainissement se définit comme une zone de population et d'activités économiques raccordées à un système d'assainissement collectif.

Par opposition, un système d'Assainissement Non Collectif (ANC) est relatif à la gestion des eaux usées qui ne sont pas reliées au réseau public de collecte (habitations individuelles, lotissements, campings, ...).

Quels sont les différents acteurs et leurs responsabilités ?

La collectivité :

• Zonage d'assainissement :

Les communes délimitent les zones qui relèvent de l'assainissement collectif et celles qui n'en relèvent pas (ANC). Ce zonage doit être rendu opposable aux tiers par le biais d'une mise à enquête publique, laquelle peut notamment être conduite simultanément à une enquête d'urbanisme (carte communale, P.L.U.). Le zonage est validé par délibération du conseil municipal ou communautaire au terme de l'enquête publique.

• Obligations incombant au maire en fonction de la taille de l'agglomération :

- moins de 2 000 EH (*) : pas d'obligation de mise en place d'un assainissement collectif. Lorsque les communes concernées disposent d'une station d'épuration et/ ou d'un réseau de collecte, les eaux usées doivent faire l'objet d'un traitement approprié permettant de satisfaire à l'objectif de qualité du milieu naturel ;
- plus de 2 000 EH : système de collecte des eaux usées et traitement secondaire (phase d'épuration biologique avec décantation secondaire, ou niveau de traitement équivalent) ;
- plus de 10 000 EH avec rejet en zone sensible : système de collecte et traitement plus rigoureux (traitement secondaire additionné d'un traitement de l'azote, du phosphore ou de la microbiologie).

• Mise en place des SPANC :

Les communes ont la responsabilité, pour le territoire communal ou inter communal qui n'est pas situé dans le périmètre relevant de l'assainissement collectif, de mettre en place un Service Public chargé du contrôle de l'Assainissement Non Collectif.

Les établissements déversant des rejets non domestiques :

Tout déversement d'effluents (*) non domestiques dans le réseau public de

collecte des eaux usées doit faire l'objet d'un arrêté municipal d'autorisation de déversement.

Les particuliers :

- En zone d'AC : les propriétaires ont l'obligation de se raccorder à leurs frais au réseau public de collecte s'il passe à proximité de chez eux. Renseignements auprès de votre commune.
- En zone d'ANC : obligation de mettre en place et d'entretenir un système d'assainissement individuel conforme à la réglementation validé par le SPANC ou la mairie (et le Service en charge de la Police de l'Eau si le système doit traiter une charge de pollution supérieure à 200 EH). Renseignements auprès du SPANC.

Le SATESE :

Ce service du Conseil Général apporte une assistance technique pour la construction et le fonctionnement des stations d'épuration des communes rurales. Le Conseil Général peut vous apporter une aide financière pour la création ou la réhabilitation de l'assainissement collectif.

L'Agence de l'Eau :

Elle apporte une aide financière à la création ou la réhabilitation de l'assainissement collectif ou de l'ANC dans le but de réduire les pollutions domestiques et d'atteindre le bon état des masses d'eau.

Le Service en charge de la Police de l'eau :

Il instruit les demandes de déclaration / autorisation pour les stations d'épuration et les systèmes d'assainissement non collectif de plus de 200 EH. Il vérifie la compatibilité du niveau de rejet des systèmes de traitement avec l'objectif de qualité du milieu récepteur, quelle que soit la capacité du système de traitement.

Fiche(s) à consulter :

- Autorisation - Déclaration
- Contacts
- Assainissement - Gestion des boues
- Cours d'eau - Travaux
- Eaux pluviales
- Dignes - Sécurité et entretien

Réglementation :

- Obligations et droits des communes :
 - Art. L1331-1 à L1331-6, L1331-10 et L1337-2 CGCT
 - Art. R2224-6 à R2224-21 et L2224-8 à L2224-11 CGCT
- Zonage d'assainissement :
 - Art. L2224-10 CGCT
- Prescriptions relatives à l'AC :
 - Directive 91/271/CEE du 21/05/91 dite «ERU» (Eaux Résiduaires Urbaines)
 - Arrêté DEVO0754085A du 22/06/07
- Missions des SPANC :
 - Art. L2224-8 CGCT
 - Arrêté DEVO0920064A du 07/09/09
- Conditions de raccordement au réseau public :
 - Art. L1331-1 à 10 CSP
- Prescriptions relatives à l'ANC :
 - Arrêté DEVO0809422A du 07/09/09 (Dispositifs ≤ 20 EH)
 - Arrêté DEVO0754085A du 22/06/07 (Dispositifs > 20 EH)

Quelles sont les bonnes questions à se poser ?

Particuliers :

- Est-ce que je dépends de l'ANC (assainissement non collectif) ou de l'AC (assainissement collectif) ?

Collectivités :

- Ai-je bien réalisé mon zonage ?
- Ai-je bien mis en place un SPANC pour contrôler l'ANC ?
- Une partie de mon territoire est-elle concernée par l'AC ?

Assainissement - Généralités

Comment traduire mon projet en dossier loi sur l'eau :

Au regard de la nomenclature eau : autorisation ou déclaration ?

Avant tout travaux ou installation, il est nécessaire de vérifier si mon projet est soumis à une procédure d'Autorisation ou de Déclaration au regard de la nomenclature Eau (art. R214-1 et suivants CEnv) :

- Si mon projet est concerné par au moins une rubrique de la Nomenclature, je dois déposer un dossier Loi sur l'eau.
- Parmi toutes les rubriques de la Nomenclature concernées par mon projet, si au moins une relève de l'Autorisation, mon dossier Loi sur l'eau est soumis à la procédure d'Autorisation. Dans le cas contraire, il est soumis à la procédure de Déclaration.

Critères pour ouvrages > 200 EH		
Station d'épuration ou dispositif d'assainissement non collectif (Rubrique 2.1.1.0.)	Traitement d'une charge brute de pollution organique comprise entre 200 EH et 10000 EH	Déclaration
	Traitement d'une charge brute de pollution supérieure à 10000 EH	Autorisation
Déversoir d'orage situé sur un système de collecte d'eaux usées (Rubrique 2.1.2.0.)	Collecte d'un flux polluant compris entre 200 EH et 10000 EH	Déclaration
	Collecte d'un flux polluant supérieur à 10000 EH	Autorisation
Critères pour ouvrages < 200 EH		
Rejet dans les eaux douces superficielles susceptible de modifier le régime des eaux (Rubrique 2.2.1.0.)	Capacité de rejet de l'ouvrage comprise entre 5% et 25% du débit moyen interannuel du cours	Déclaration
	Capacité de rejet de l'ouvrage > ou égale à 25% du débit moyen interannuel du cours d'eau	Autorisation

Remarque :

Les systèmes d'assainissement devant collecter et traiter une charge de pollution inférieure ou égale à 200 EH ne sont pas soumis à déclaration au titre des rubriques 2.1.1.0 et 2.1.2.0 de la nomenclature. Il convient toutefois de comparer le débit de rejet au débit du cours d'eau (rubrique 2.2.1.0.). Par ailleurs, il est important de donner un maximum d'informations au Service en charge de la Police de l'Eau sur les caractéristiques de ces systèmes d'assainissement, notamment afin de valider les valeurs limites de rejets.

Au regard des autres points réglementaires :

La conformité des travaux ou activités est examinée en fonction :

- de l'arrêté ministériel de prescriptions techniques ;
- du document départemental d'opposition à déclaration ;
- du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Adour-Garonne ;
- de la préservation de la faune et de la flore (Livre IV du Code de l'Environnement) ;
- des différents articles du Code de la Santé Publique (CSP) et du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) ;
- du document de référence des services de l'Etat en Région Midi Pyrénées en cas d'implantation en zone inondable.

Responsabilité :

En cas de dommages liés aux tiers, la responsabilité civile des communes/gestionnaires/propriétaires est engagée.

Important :

- Les systèmes d'assainissement < 10 000 EH (y compris ceux < 200 EH) sont soumis à l'élaboration d'un document d'incidences au titre de l'art. R122-9 du CEnv.
- Les systèmes d'assainissement ≥ 10 000 EH sont soumis à l'élaboration d'une étude d'impact au titre des art. R122-1 et suivants du CEnv.

(*) Dic'Eau

- **équivalents-habitants** : (EH) unité conventionnelle qui représente le flux moyen de charge polluante, engendrée par habitant et par jour, dans un volume de 150 litres d'eau usée, c'est-à-dire la production d'un habitant en un jour. La directive européenne «eaux résiduaires urbaines» donne la définition suivante pour l'équivalent habitant : c'est «la charge organique biodégradable ayant une Demande Biologique d'Oxygène en cinq jours (DBO5) de 60 grammes d'oxygène par jour.» La DBO5 est déterminée par analyses en laboratoire.
- **Effluent** : terme générique désignant les eaux rejetées.

Un point particulier sur le rejet :

- Le dossier de déclaration / autorisation doit démontrer que les valeurs limites de rejet permettent de satisfaire aux objectifs de qualité des eaux réceptrices des rejets définis par le SDAGE, compte tenu des variations saisonnières des effluents collectés et de celles des débits des cours d'eau.
- Une simulation de l'impact du rejet sur les paramètres physico-chimiques du cours d'eau doit être conduite pour des conditions maximales de rejet (pointe estivale pour les villes touristiques, par exemple) et ce, en période critique pour le milieu récepteur (étiage sévère).

Ce que dit le SDAGE

Exemple prescription B2 : augmenter si nécessaire, les performances épuratoires pour atteindre le bon état des eaux.



Fiche 3.2

Assainissement - Gestion des boues

- Recherche de textes réglementaires
- Site internet «Gestion de l'eau» de la DDT32

Contexte et définitions :

Les boues résultent de l'activité biologique des micro-organismes vivants dans les stations d'épuration. Elles sont constituées essentiellement d'eau, de sels minéraux et de matière organique.

La quantité moyenne produite en France est de 15 kg de matière sèche/habitant/an (variation 10 à 25 kg/hab./an).

Les boues issues du traitement des eaux usées et les matières de vidange provenant des installations d'ANC, sont considérées comme des «déchets».

Ces déchets peuvent être valorisés dans un cadre strictement réglementaire. A ce titre, les opérations de transport, de collecte et de traitement des boues sont strictement encadrées et doivent garantir la protection de l'environnement. Les boues d'épuration et de vidange peuvent faire l'objet d'un recyclage en agriculture. Les autres sous-produits de l'assainissement (graisses, sables, refus de dégrillage) ne doivent pas être épandus.

Les boues perdent leur statut de déchet si elle sont homologuées à l'issue d'un traitement (compostage par exemple).

Recommandations avant tout épandage de boues :

Cette pratique a pour objectif :

- de mettre à profit les capacités d'auto-épuration des sols ;
- de valoriser les propriétés fertilisantes des boues pour les cultures agricoles.

L'épandage des boues ne peut être pratiqué que si celles-ci présentent un intérêt pour les sols ou pour la nutrition des cultures et des plantations. Il est interdit de pratiquer des épandages à titre de simple décharge.

L'épandage des boues est subordonné à une étude préalable aux frais du producteur de boues. Cette étude constitue le «plan d'épandage des boues». Elle définit l'aptitude du sol à recevoir l'épandage, son périmètre, les modalités de sa réalisation, et les dispositifs d'entreposage nécessaires. Plusieurs aspects sont à considérer :

- la qualité des boues (intérêt agronomique, teneur en micropolluants) ;
- la capacité du sol à accepter les boues (suivant sa nature, les teneurs en micropolluants, les cultures pratiquées, la localisation des parcelles) ;
- le respect des distances d'isolement (cours d'eau, habitations...).

Si les boues dépassent certains seuils de pollution, il sera impossible de les épandre et une solution alternative devra être trouvée (incinération...).

Quelles sont les bonnes questions à se poser ?

- Quelle quantité de boues va être produite par an ?
- Ces boues sont-elles considérées comme des déchets ?
- Quelle est la destination de ces boues ?

Quels sont les différents acteurs et leurs responsabilités ?

• Le producteur de boues :

doit soumettre à l'accord du Service en charge de la Police de l'Eau un schéma d'organisation des épandages appelé « étude préalable » (ou plan d'épandage) comprenant notamment les parcelles concernées en accord avec les exploitants agricoles.

• Le service en charge de la Police de l'eau :

vérifie la compatibilité du plan d'épandage avec la réglementation et instruit les demandes de déclaration et d'autorisation d'épandage.

• Les agriculteurs :

qui acceptent d'épandre les boues sur leurs parcelles doivent se conformer aux prescriptions du plan d'épandage élaboré par le producteur de boues.

Tout rejet de boues d'épuration dans le milieu aquatique est interdit dans le Gers.

La mise en décharge des boues de stations d'épuration est interdite. L'objectif est de valoriser au maximum les boues par compostage ou épandage.

Fiche(s) à consulter :

- Autorisation - Déclaration
- Assainissement - Généralités
- Contacts

Prescriptions générales applicables à la gestion des boues d'épuration :

- Art. R211-25 à 47 Cenv
- Art. L541-1 et suivants CEnv
- Arrêté ATEE9760538A du 08/01/98

Ce que dit le SDAGE

Exemple prescription B5 :
gestion des sous-produits de l'épuration afin de privilégier les solutions de valorisation.

Assainissement - Gestion des boues

Comment traduire mon projet en dossier loi sur l'eau :

Au regard de la nomenclature eau : autorisation ou déclaration ?

Avant tout épandage, il est nécessaire de vérifier si mon projet est soumis à une procédure d'Autorisation ou de Déclaration au regard de la nomenclature Eau (art. R214-1 et suivants CEnv) :

- Si mon projet est concerné par au moins une rubrique de la Nomenclature, je dois déposer un dossier Loi sur l'eau.
- Parmi toutes les rubriques de la Nomenclature concernées par mon projet, si au moins une relève de l'Autorisation, mon dossier Loi sur l'eau est soumis à la procédure d'Autorisation. Dans le cas contraire, il est soumis à la procédure de Déclaration.

Epandage des boues issues du traitement des eaux usées (Rubrique 2.1.3.0.)	Quantité de matière sèche comprise entre 3t et 800t/an (ou azote total compris entre 0,15t et 40t/an)	Déclaration
	Quantité de matière sèche > à 800t/an (ou azote total > à 40t/an)	Autorisation

Pour l'application de ces seuils, sont à prendre en compte les volumes et quantités maximales de boues destinées à l'épandage.

Au regard des autres points réglementaires :

La conformité des travaux ou activités est examinée en fonction :

- des articles R. 211-25 à 211-47 du Code de l'Environnement ;
- de l'arrêté fixant les prescriptions d'épandage des boues issues du traitement des eaux usées ;
- du document départemental d'opposition à déclaration ;
- du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Adour-Garonne ;
- de la préservation de la faune et de la flore (Livre IV du Code de l'Environnement) ;
- des obligations liées aux zones vulnérables fixées dans l'arrêté départemental Nitrates 2009-275-1 (4ème programme d'action Nitrates).

Responsabilité :

- En cas de dommages liés aux tiers, la responsabilité civile des communes/gestionnaires est engagée.
- La structure qui produit les boues est responsable de la filière d'épandage de boues et de son suivi. Cette responsabilité revient à la collectivité ou à une société d'exploitation en cas de délégation du service d'assainissement.
- Les matières de vidange issues des dispositifs d'assainissement non collectifs sont assimilées aux boues. La responsabilité réglementaire liée à leur devenir est endossée par l'entreprise de vidange.

Un fonds de garantie est destiné à indemniser les exploitants ou propriétaires de terres pour les risques liés à l'épandage des boues.

Si mon projet n'est pas soumis à déclaration ni autorisation :

Afin de s'assurer du respect des exigences réglementaires, il est nécessaire d'obtenir l'avis du Service en charge de la Police de l'eau sur l'étude préalable à l'épandage.»

Un point particulier sur la surveillance des épandages :

Les producteurs de boues doivent :

- mettre en place un dispositif de surveillance de la qualité des boues et des épandages ;
- tenir à jour un registre indiquant la provenance et l'origine des boues, leurs caractéristiques (notamment les principales teneurs en éléments fertilisants, en éléments traces métalliques et composés traces organiques), les dates d'épandage, les quantités épandues, les parcelles réceptrices et les cultures pratiquées, les quantités de matière sèche produite.

La synthèse annuelle du registre d'épandage est adressée à la fin de chaque année civile sous format électronique au Service chargé de la Police de l'eau.

L'épandage sur les sols agricoles de boues provenant d'ouvrages de traitement susceptibles de recevoir un flux polluant journalier supérieur à 2 000 EH impose au producteur de boues de :

- réaliser un programme prévisionnel d'épandage, établi conjointement ou en accord avec les utilisateurs, définissant les parcelles concernées par la campagne annuelle, les cultures pratiquées et leurs besoins, les préconisations d'emploi des boues, notamment les quantités devant être épandues, le calendrier d'épandage et les parcelles réceptrices ;
- effectuer à la fin de chaque campagne annuelle un bilan agronomique comportant notamment le bilan de fumure et les analyses réalisées sur les sols et les boues.

Le programme prévisionnel d'épandage est transmis au Préfet au plus tard un mois avant le début de la campagne d'épandage. Le bilan agronomique est transmis au Préfet au plus tard en même temps que le programme annuel d'épandage de la campagne suivante.



**Quels sont les autres rejets concernés par la loi sur l'eau ?**

En dehors des rejets issus de l'assainissement (stations d'épuration des eaux usées, assainissement non collectif, rejets d'eaux pluviales), d'autres rejets peuvent être soumis à la loi sur l'eau :

- rejets des effluents d'élevage (petits élevages inférieurs au seuil des ICPE),
- eaux de lavage des salles de traite,
- effluents vinicoles,
- eaux de vidange,
- eaux issues de dispositifs de drainage agricole,
- rejets d'usine de production d'eau potable,
- boues de curage de lacs et de cours d'eau...

Le cas particulier des ICPE :

Les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) font l'objet d'une réglementation spécifique au titre des articles du Titre Ier du Livre V du Code de l'environnement. Les activités concernées (industries, élevages) sont définies par une nomenclature qui les classe sous le régime de déclaration, d'enregistrement ou d'autorisation en fonction de la gravité des dangers ou inconvénients qu'elles peuvent présenter.

Les ICPE dont les activités réglementées impliquent des prélèvements d'eau ou des rejets aqueux sont soumises à la loi sur l'eau via la nomenclature ICPE. Ces dossiers ne sont donc pas soumis à la «nomenclature Eau» (art. R214-1 CEnv).

Quels sont les différents acteurs et leurs responsabilités ?

- **La commune :**

Le maire est en charge de l'application du Règlement Sanitaire Départemental et des arrêtés préfectoraux de portée générale en application de son pouvoir de police générale (art. 2212 du CGCT).

- **Le Service en charge de la Police de l'eau :**

Il instruit les demandes de déclaration et d'autorisation pour les rejets autres que ceux provenant d'une ICPE et émet un avis sur les dossiers d'autorisation des ICPE.

- **La DREAL :**

Elle instruit les dossiers d'autorisation et d'enregistrement des ICPE industrielles et est chargée de faire appliquer la réglementation existante.

- **La DDCSPP :**

Elle instruit les dossiers d'autorisation et d'enregistrement des ICPE élevages et est chargée de faire appliquer la réglementation existante.

Principales modalités de la gestion des rejets

Pour réduire l'impact des activités humaines sur les milieux aquatiques, il est nécessaire d'assurer une bonne gestion des rejets. Celle-ci doit prendre en compte les paramètres suivants :

- la quantité des rejets, qui est susceptible d'avoir un impact sur l'écoulement des eaux réceptrices ;
- la qualité des rejets, qui doit permettre de satisfaire aux objectifs de qualité des masses d'eau définis par le SDAGE ;
- le lieu de déversement (prise en compte des contraintes sanitaires en cas de prélèvement d'eau potable ou de zone de baignade).

Afin de déterminer l'incidence du rejet sur le milieu aquatique, le dossier de Déclaration ou d'Autorisation doit comprendre une simulation de l'impact du rejet sur le cours d'eau pour des conditions maximales de rejet et ce, en période critique pour le milieu récepteur (étiage sévère).

Fiche(s) à consulter :

- Autorisation - Déclaration
- Assainissement - Généralités
- Contacts

ICPE :

- Art. L512-1 à L512-19 CEnv
- Art. R512-1 à R512-80 CEnv
- Art. R511-9 à R511-10 CEnv

Quelles sont les bonnes questions à se poser ?

- Quelle est la nature de l'effluent rejeté ?
- Quel est le point de rejet ?
- La quantité d'effluent est-elle importante par rapport au débit du cours d'eau récepteur ?



Assainissement - Autres rejets

Comment traduire mon projet en dossier loi sur l'eau :

Au regard de la nomenclature eau : autorisation ou déclaration ?

Avant toute activité de rejet ou d'épandage, il est nécessaire de vérifier si mon projet est soumis à une procédure d'Autorisation ou de Déclaration au regard de la nomenclature Eau (art. R214-1 et suivants CEnv) :

- Si mon projet est concerné par au moins une rubrique de la Nomenclature, je dois déposer un dossier Loi sur l'eau.
- Parmi toutes les rubriques de la Nomenclature concernées par mon projet, si au moins une relève de l'Autorisation, mon dossier Loi sur l'eau est soumis à la procédure d'Autorisation. Dans le cas contraire, il est soumis à la procédure de Déclaration.

Rejets d'effluents dans le milieu aquatique (hors ICPE et rejets issus de l'assainissement des eaux usées et des eaux pluviales)		
Rejet dans les eaux douces superficielles susceptible de modifier le régime des eaux (Rubrique 2.2.1.0.)	Capacité de rejet de l'ouvrage comprise entre 2 000 et 10 000 m ³ / j ou entre 5 % et 25 % du débit moyen interannuel du cours d'eau	Déclaration
	Capacité de rejet de l'ouvrage supérieure ou égale à 10 000 m ³ / j ou à 25 % du débit moyen interannuel du cours d'eau	Autorisation
Rejet dans les eaux de surface susceptible de modifier la qualité des eaux (Rubrique 2.2.3.0.)	Flux total de pollution brute compris entre les niveaux de référence R1 et R2 pour l'un au moins des paramètres qui y figurent (*)	Déclaration
	Flux total de pollution brute supérieur ou égal au niveau de référence R2 pour l'un au moins des paramètres qui y figurent (*)	Autorisation
Rejet dans les eaux de surface situé à moins de 1 km d'une prise d'eau potable ou d'une zone de baignade (Rubrique 2.2.3.0.)	Produit de la concentration maximale d'E. Coli par le débit moyen journalier du rejet compris entre 1010 à 1011 E coli / j	Déclaration
	Produit de la concentration maximale d'E. Coli par le débit moyen journalier du rejet supérieur ou égal à 1011 E coli / j	Autorisation
Installations ou activités rejetant des sels dissous (Rubrique 2.2.4.0.)	Apport au milieu aquatique de plus de 1 t / jour de sels dissous	Déclaration
Rejet dans les eaux souterraines (Rubrique 2.3.2.0)	Recharge artificielle des eaux souterraines	Autorisation
Rejets d'effluents sur le sol (hors ICPE et rejets issus de l'assainissement des eaux usées)		
Epandages d'effluents ou de boues (Rubrique 2.1.4.0)	1 t/an < Azote total < 10 t/an ou 50 000 m ³ /an < volume annuel < 500 000 m ³ /an ou 500 kg/an < DBO5 < 5 t/an	Déclaration
	Azote total > 10 t/an ou volume annuel > 500 000 m ³ /an ou DBO5 > 5 t/an	Autorisation
Autres rejets sur le sol ou dans le sous-sol (Rubrique 2.3.1.0)	Rejets d'effluents sur le sol ou dans le sous-sol	Déclaration

Au regard des autres points réglementaires :

La conformité des travaux ou activités est examinée en fonction :

- du document départemental d'opposition à déclaration ;
- du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Adour-Garonne ;
- de la préservation de la faune et de la flore (Livre IV du Code de l'Environnement).

Responsabilité :

En cas de dommages liés aux tiers, la responsabilité civile des propriétaires / gestionnaires est engagée.

(*) Définition des niveaux de référence R1-R2 (charges polluantes) :

- Arrêté DEVO0650505A du 09/08/06

Paramètres	Niveau R1	Niveau R2
MES (kg/j)	9	90
DBO5 (kg/j) (*)	6	60
DCO (kg/j) (*)	12	120
Matières inhibitrices (équitox/j)	25	100
Azote total (kg/j)	1,2	12
Phosphore total (kg/j)	0,3	3
Composés organohalogénés sur charbon actif (AOX) (g/j)	7,5	25
Métaux et métalloïdes (Metox) (g/j)	30	125
Hydrocarbures (kg/j)	0,1	0,5

(*) Dans le cas de rejets salés présentant une teneur en chlorures supérieure à 2 000 mg/l, les paramètres DBO5 et DCO et leurs seuils sont remplacés par le paramètre COT avec les seuils suivants :
Concernant a : COT : 80 kg/j (A) ;
Concernant b : COT : 8 à 80 kg/j (D).

Ce que dit le SDAGE

Exemple prescription B16 : contribuer au respect du bon état des eaux :

Vérifier que les valeurs limites d'émission des rejets sont compatibles avec l'objectif de bon état des eaux.



Fiche 3.4

Assainissement Collectif - Auto-surveillance

- Recherche de textes réglementaires
- Site internet «Gestion de l'eau» de la DDT32

Remarque :

Cette fiche ne concerne pas l'élaboration du dossier loi sur l'eau, elle est fournie uniquement à titre d'information complémentaire pour les gestionnaires des ouvrages d'assainissement.

Contexte et définitions :

L'auto-surveillance est caractérisée par une série de mesures physico-chimiques pratiquées par l'exploitant de la station d'épuration. Elle concerne le système d'assainissement dans son ensemble, c'est à dire le réseau de collecte et la station de traitement des eaux usées.

Cette démarche, au-delà de son caractère obligatoire, s'inscrit dans un objectif de qualité visant :

- pour l'exploitant, à collecter des données en continu permettant de vérifier l'adéquation entre les objectifs fixés et les résultats obtenus (efficacité de l'épuration, respect des normes de rejets, bonne gestion des sous-produits de l'épuration (boues, graisses...)) ;
- pour le service de police de l'eau et les agences de l'eau, à limiter les contrôles directs et avoir une vision globale et précise du fonctionnement des systèmes d'assainissement.

Quelles sont les bonnes questions à se poser ?

- De quels dispositifs d'auto-surveillance doit être équipée ma station ?
- Combien d'analyses dois-je réaliser par an ?

Quels sont les différents acteurs et leurs responsabilités ?

• La collectivité ou le gestionnaire de la station :

Dans le cadre de l'auto-surveillance, l'exploitant de la station doit réaliser des mesures selon la fréquence imposée par la réglementation, consigner les résultats de l'ensemble des contrôles effectués dans un registre et les transmettre au service chargé de la police de l'eau et à l'Agence de l'Eau.

• Le Service en charge de la Police de l'Eau :

Il contrôle les résultats de l'auto-surveillance et vérifie la conformité des rejets avec les exigences réglementaires (directive européenne, arrêté ministériel et, le cas échéant, arrêté préfectoral) et avec les engagements du dossier Loi sur l'eau. Il peut réaliser des contrôles inopinés sur les sites d'ouvrages d'assainissement pour vérifier le respect des prescriptions et des obligations de performance.

• Le SATESE :

Après signature d'une convention ou d'un marché public, ce service du Conseil Général peut réaliser :

- le contrôle annuel réglementaire du dispositif d'auto-surveillance,
- l'assistance technique pour une bonne gestion du réseau et de la station d'épuration,
- la validation du dispositif d'auto-surveillance pour les nouvelles stations d'épuration.

• L'Agence de l'eau Adour-Garonne (AEAG):

L'AEAG contrôle et valide les dispositifs de mesure et les données d'auto-surveillance. Elle peut apporter une aide financière en fonction des performances épuratoires de l'ouvrage.

En quoi mon dossier Loi sur l'eau est-il concerné ?

Les données collectées par auto-surveillance sur la station d'épuration sont comparées à celles annoncées dans le dossier Loi sur l'eau déposé initialement. Elles permettent de vérifier le respect des performances minimales réglementaires et l'adéquation entre les objectifs fixés dans le dossier Loi sur l'eau et les résultats obtenus après réalisation des travaux.

Fiche(s) à consulter :

- Assainissement - Généralités
- Contacts

Modalités de l'auto-surveillance des systèmes d'AC :

- Arrêté DEVO0754085A du 22/06/07



Assainissement Collectif - Auto-surveillance

Les modalités de l'auto-surveillance :

• Equipements des systèmes d'assainissement :

Des équipements minimums sont nécessaires en fonction de la charge de pollution traitée par la station :

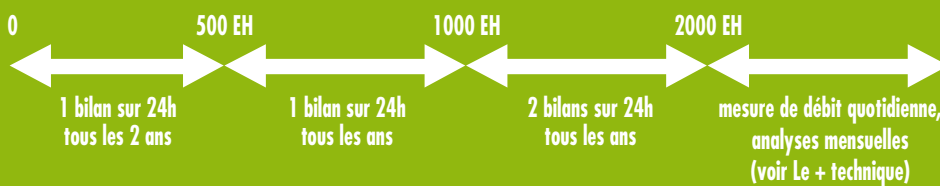
- **≤ 2 000 EH** : dispositif de mesure de débit et aménagement permettant le prélèvement d'échantillons représentatifs des effluents en entrée et en sortie ;
- **> 2 000 EH** : dispositifs de mesure et d'enregistrement des débits en entrée et en sortie et préleveurs automatiques réfrigérés asservis au débit. De plus, si la charge de pollution traitée est :

- **comprise entre 2 001 et 10 000 EH** : les déversoirs d'orage et trop-pleins situés en tête de station et sur le réseau doivent faire l'objet d'une surveillance permettant d'estimer les périodes de déversement et les débits rejetés ;

- **supérieure à 10 000 EH** : les systèmes de collecte doivent permettre la mesure du débit aux emplacements caractéristiques du réseau, y compris la mesure du débit déversé par les déversoirs d'orage et trop-pleins situés en tête de station et sur le réseau.

• Paramètres à mesurer et fréquence des analyses :

L'auto-surveillance porte sur la mesure des paramètres suivants : pH, débit, matière organique (DBO5, DCO), matières en suspension, et sur l'azote (N) et le phosphore (P) en zone sensible, sur un échantillon moyen journalier. La fréquence des analyses varie **en fonction de la capacité de traitement journalière** :



Les paramètres à mesurer et la fréquence des mesures peuvent être adaptés par arrêté préfectoral en fonction de la nature des effluents collectés et de la sensibilité du milieu récepteur.

• Fiabilité des mesures :

Les modalités de réalisation de l'auto-surveillance doivent être décrites dans un manuel d'auto-surveillance réalisé par l'exploitant et transmis au service en charge de la Police de l'eau pour validation et à l'AEAG. Le maître d'ouvrage doit procéder annuellement au contrôle du fonctionnement du dispositif d'auto-surveillance. **Pour les stations d'épuration traitant une charge de pollution supérieure ou égale à 2 000 EH, ces dispositions ne sont applicables qu'à compter du 1er janvier 2013.**

• Transmission des données :

Les résultats des bilans réalisés sur les systèmes d'assainissement doivent être transmis par voie informatique (format SANDRE) au service en charge de la Police de l'eau et à l'AEAG dans le courant du mois suivant les analyses. L'AEAG tient à disposition le logiciel Mesurestep permettant cette transmission. Après validation des données par l'AEAG, l'analyse de la conformité est faite par le service en charge de la Police de l'eau.

Un bilan des contrôles de fonctionnement du système d'assainissement sur l'année écoulée doit être rédigé par l'exploitant et adressé au service en charge de la Police de l'eau et à l'Agence de l'Eau tous les ans avant le 1er mars (ou tous les 2 ans si la capacité de la station est inférieure à 500 EH).

Pour les stations traitant une charge de pollution > 2 000 EH, le programme de mesures doit être adressé pour validation au service en charge de la Police de l'eau et à l'AEAG.

Le + technique :

Paramètres et fréquences minimales des mesures (nombre de jours par an) selon la capacité de traitement de la station d'épuration :

CAS	Paramètres	CAPACITE DE TRAITEMENT (valeurs en Equivalents-Habitants)			
		2001 à 9999	10000 à 29999	30000 à 49999	50000 à 99999
cas général	Débit	365	365	365	365
	MES	12	24	52	104
	DBO5	12	12	24	52
	DCO	12	24	52	104
	NTK	4	12	12	24
	NH4	4	12	12	24
	NO2	4	12	12	24
	NO3	4	12	12	24
	PT	4	12	12	24
	Boues (*)	4	24	52	104
zones sensibles à l'eutrophisation (paramètre azote)	NTK	4	12	24	52
	NH4	4	12	24	52
	NO2	4	12	24	52
	NO3	4	12	24	52
zones sensibles à l'eutrophisation (paramètre phosphore)	PT	4	12	24	52

(*) Quantité de matières sèches.

Sauf cas particulier, les mesures en entrée des différentes formes de l'azote peuvent être assimilées à la mesure de NTK.

Ce que dit le SDAGE

Exemple prescription B1 : maintenir la conformité avec la réglementation.

Agir sur les rejets issus de l'assainissement collectif ainsi que ceux de l'habitat et des activités dispersées afin de réduire l'impact des activités humaines sur les milieux aquatiques.



Contexte et définitions :

Le ruissellement pluvial est un enjeu de plus en plus important. En effet, l'extension des zones urbaines et des infrastructures est susceptible d'aggraver les effets du ruissellement pluvial sur le régime, la qualité des eaux, sur le risque d'inondation et la sécurité des populations.

L'imperméabilisation, en limitant l'infiltration des eaux de pluie dans le sol, entraîne :

- une concentration rapide des eaux pluviales et une augmentation des débits de pointe dans les cours d'eau,
- des apports de pollution par temps de pluie pouvant perturber les milieux aquatiques.

Par conséquent, la gestion des eaux pluviales permet :

- de limiter les débits à l'aval de l'aménagement et donc les risques d'inondation,
- d'éviter tout risque de pollution des milieux aquatiques.

Deux aspects sont à considérer :

- d'une part, les droits et obligations des propriétaires,
- d'autre part, la responsabilité des collectivités.

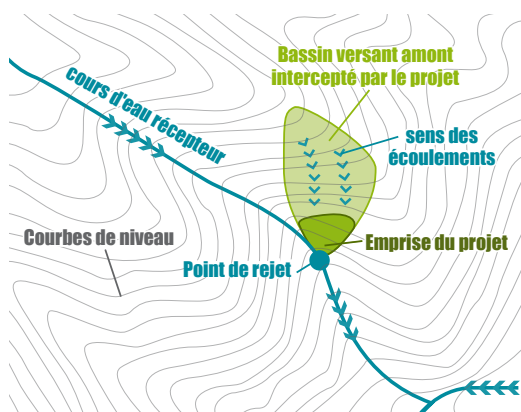
Recommandations avant toute intervention :

Il est impératif de situer tout projet dans un contexte général. Dans le cas où des dispositions particulières existent en matière de gestion des eaux sur le bassin versant considéré (résultant d'un règlement particulier : PPRi (*), PLU (*), zonage d'assainissement), celles-ci s'imposent au projet. Ces différents documents d'urbanisme sont consultables en mairie.

Comment calculer la superficie de mon projet ?

Qu'entend-on par superficie du projet et de son «bassin versant amont intercepté» ?

La surface à considérer est la surface du bassin versant amont dont les eaux de ruissellement sont interceptées par le projet en y ajoutant la surface même du projet. Dans le cas où aucun ruissellement extérieur n'est collecté par le projet, la superficie à considérer se réduit au terrain d'emprise du projet. Pour une meilleure compréhension, il est recommandé au pétitionnaire de joindre un schéma dans son dossier Loi sur l'eau.



Quels sont les différents acteurs et leurs responsabilités ?

Le propriétaire :

- Liberté d'usage des eaux pluviales :
Selon le Code Civil, « tout propriétaire a le droit d'user et de disposer des eaux pluviales qui tombent sur son fonds ». Il n'existe donc pas, pour les eaux pluviales, d'obligation générale de raccordement à un réseau collectif. De plus, le fait de récupérer les eaux de pluies permet d'économiser la ressource en eau.
- Sauf mesures particulières du Plan Local d'Urbanisme (PLU) :
Toutefois, les documents d'urbanisme (PLU) peuvent contenir des dispositions relatives à la maîtrise du ruissellement des eaux pluviales qui incitent ou obligent au raccordement ou à la mise en place de dispositifs de récupération.

Les collectivités :

Les communes et leurs établissements publics de coopération doivent délimiter «les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement».

Fiche(s) à consulter :

- Autorisation - Déclaration
- Contacts

Réglementation :

- Usage des eaux pluviales :
- Art. 641 Code civil
- Art. R123-9 4 Code de l'urbanisme
- Récupération des eaux de pluie :
- Arrêté DEVO0773410A du 21/08/08
- Zonage des eaux pluviales :
- Art. L2224-10 Code général des collectivités territoriales

Si la superficie de mon

projet est inférieure à 1 ha ?

Après avoir vérifié que la superficie de mon projet et de son «bassin versant amont» (si un ruissellement extérieur est collecté par le projet) est bien inférieure à 1 ha, je peux en déduire que mon projet n'est pas soumis à la Loi sur l'eau.

Par contre, tout projet inférieur à 1 ha est soumis aux articles 640 et suivants du Code civil.

Quelles sont les bonnes questions à se poser ?

- Ai-je bien défini la surface du projet dans son ensemble ? Où vont être déversées les eaux pluviales ?
- Quels impacts va générer l'imperméabilisation des sols ? Les eaux pluviales vont-elles avoir un impact sur la quantité et la qualité de l'eau du milieu récepteur ?
- Quels dispositifs dois-je mettre en œuvre pour ne pas porter préjudice aux milieux aquatiques ou à la sécurité des biens et des personnes ? Quelles mesures compensatoires doivent être mises en place ?
- Quelle crue de référence dois-je prendre en compte pour calculer le dimensionnement et la sécurité des ouvrages ?

Eaux Pluviales

Comment traduire mon projet en dossier loi sur l'eau :

Au regard de la nomenclature eau : autorisation ou déclaration ?

Avant tous travaux ou installations, il est nécessaire de vérifier si mon projet est soumis à une procédure d'Autorisation ou de Déclaration au regard de la nomenclature Eau (art. R214-1 et suivants CEnv) :

- Si mon projet est concerné par au moins une rubrique de la Nomenclature, je dois déposer un dossier Loi sur l'eau.
- Parmi toutes les rubriques de la Nomenclature concernées par mon projet, si au moins une relève de l'Autorisation, mon dossier Loi sur l'eau est soumis à la procédure d'Autorisation. Dans le cas contraire, il est soumis à la procédure de Déclaration.

Rejet d'eaux pluviales dans les eaux superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol (Rubrique 2.1.5.0.)	Superficie du projet et du « bassin versant amont intercepté » comprise entre 1 ha et 20 ha	Déclaration
	Superficie du projet et du « bassin versant amont intercepté » supérieure à 20 ha	Autorisation

Au regard des autres points réglementaires :

La conformité des travaux est examinée en fonction :

- du document départemental d'opposition à déclaration ;
- du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Adour-Garonne ;
- de la préservation de la faune et de la flore (Livre IV du Code de l'Environnement) ;
- des différents documents d'urbanisme ;
- des règles relatives à la récupération des eaux de pluie et à leur usage à l'intérieur et à l'extérieur des bâtiments.

Responsabilité :

En cas de dommages liés aux tiers, la responsabilité civile des propriétaires à l'origine des travaux est engagée.

Le + technique :

Points particuliers à faire apparaître dans le dossier de déclaration/autorisation:

- le dimensionnement du dispositif de collecte des eaux pluviales aménagé pour empêcher tout débordement et inondation pour les événements pluvieux calculés sur la base de pluies maximales de période de retour (*) :
- de 10 ans : création de moins de 20 logements hors partie actuellement urbanisée (PAU) et hors zone inondable, ICPE existantes (régularisations sans modification notable)
- de 20 ans : toutes autres créations de logements hors zone inondable
- de 30 ans : activités artisanales, commerciales ou industrielles, activités de loisirs, zones résidentielles situées en zones inondables, ICPE nouvelles ou extensions.

La période de retour choisie pour le calcul du volume de rétention de l'ouvrage doit être au minimum décennale.

- le type de fonctionnement exact de l'aménagement envisagé et les éléments d'identification du cheminement de l'eau jusqu'au milieu récepteur final (le pétitionnaire doit réaliser un schéma pour faciliter la compréhension du dossier).
- le débit de fuite (*) déterminé par application d'un ratio de 3 l/s par hectare de superficie du bassin versant aménagé. S'il y a lieu de mettre en place un ouvrage de rétention (prévu en mesure compensatoire) : le débit de fuite de l'ouvrage ne doit en aucun cas être supérieur au débit décennal du bassin versant avant aménagement.
- les modalités d'entretien des aménagements liés à la régulation des eaux pluviales du bassin ainsi que le nom de la personne physique ou morale responsable.

Au titre de la sécurité publique, des valeurs plus restrictives doivent être adoptées en fonction des capacités du milieu récepteur, notamment si le document d'incidence révèle un impact possible du projet sur des zones en aval, sensibles aux inondations.

(*) Dic'Eau

- **Période de retour (ou fréquence de retour) :** Définition statistique. Fréquence d'inondation 1 fois tous les « n » ans.
- **Débit de fuite :** quantité limitée d'eau qui s'évacue du bassin de stockage par l'intermédiaire d'un dispositif de régulation (tuyau de diamètre relativement faible, par exemple). Dans ce cas la valeur de ce débit de fuite acceptable par le réseau existant est fournie par le gestionnaire du réseau. Il sera nécessaire de mettre en place un régulateur de débit pour s'assurer que l'installation satisfait à la réglementation.
- **PPR (Plan de Prévention des Risques) :** outil réglementaire visant à limiter les conséquences des catastrophes naturelles. Le PPR est élaboré par le Préfet puis soumis à enquête publique. Il est opposable à tout mode d'occupation des sols et est annexé au PLU. Le PPR peut concerner divers risques (PPRi pour inondation, PPRt pour technologique, PPRrga pour retrait gonflement des argiles...).
- **PLU (Plan Local d'Urbanisme) :** principal document d'urbanisme de planification de l'urbanisme au niveau communal ou intercommunal.

Ce que dit le SDAGE

Exemple prescription F6 : mieux gérer les eaux de ruissellement afin de concilier les politiques de l'eau et de l'aménagement du territoire.

**Contexte et définitions :**

Il existe plus de 2800 plans d'eau (ou lacs) dans le Gers, destinés à de multiples usages (soutien d'étiage, pisciculture, irrigation, loisirs...) et les projets pour de nouvelles créations sont fréquents. Pourtant il ne faut pas ignorer que toute création de plan d'eau a un impact :

- sur les milieux aquatiques (modification de la qualité de l'eau par augmentation de la température et de la turbidité...) ;
- sur le régime hydrologique du bassin versant associé (modification de l'écoulement naturel par exemple) ;
- sur la sécurité publique (tout plan d'eau doit être conçu et suivi en portant une attention particulière à la sécurité et à l'entretien de ses ouvrages hydrauliques : barrages...).

À savoir :

- Un plan d'eau existant non autorisé et créé à partir du 01/01/1993 est soumis à la même procédure que celle applicable à un nouveau projet.
- **L'autorisation concernant le dispositif de pompage (seuil en rivière, aménagement sur cours d'eau...) est distincte de celle autorisant le prélèvement d'eau proprement dit.**
- Tout plan d'eau doit être conçu, suivi et entretenu dans le respect de la réglementation relative aux ouvrages hydrauliques (barrages, digues...) au titre de la sécurité publique.

Quelles sont les bonnes questions à se poser ?

- Quels dispositifs dois-je mettre en œuvre pour ne pas porter préjudice aux milieux aquatiques et à la sécurité des tiers ? Quels sont les impacts que va générer la création de mon plan d'eau ? Comment les éviter, les corriger ou les compenser ?
- Y a-t-il présence d'un cours d'eau ? D'un barrage ? D'une digue ?
- Le bassin versant est-il suffisant pour remplir le cours d'eau ? Le prélèvement dans un cours d'eau a-t-il été autorisé ? Pourrai-je le vidanger ?

Quels sont les différents acteurs et leurs responsabilités ?

- **Le Maire** : Il est chargé, au titre de l'art. 163 du Règlement Sanitaire Départemental (RSD), de délivrer ou non l'autorisation pour tous les plans d'eau, préalablement à toute demande au titre de la Loi sur l'eau (Autorisation ou Déclaration).
- **Le Service en charge de la Police de l'eau** : Il instruit les demandes de Déclaration et d'Autorisation pour les plans d'eau. Il est recommandé de lui faire part de votre projet, même si vous estimez que celui-ci n'est pas soumis à Déclaration, afin d'éviter toute erreur d'interprétation.
- **L'ONEMA** : Il donne des avis techniques sur les projets, les demandes et les mesures correctives ou compensatoires à mettre en œuvre.
- **Le bureau d'étude** : Il est souvent nécessaire pour l'expertise technique du projet et de ses impacts. Les organismes intervenant pour la sécurité des ouvrages hydrauliques (barrages, digues...) doivent obligatoirement être agréés pour chaque type d'intervention (voir fiche Barrage - Sécurité publique).
- **L'entreprise qui effectue les travaux** : Son action doit être conforme aux prescriptions techniques et réglementaires, notamment celles figurant dans le dossier déposé au titre de la Loi sur l'eau. Elle engage sa responsabilité au même titre que le maître d'ouvrage.
- **Le mandataire** : Il peut centraliser votre demande d'autorisation pour les prélèvements d'eau complémentaires. Il diffère selon les bassins versants et les périodes de prélèvements (Chambre d'Agriculture, CACG, ASA...). La désignation d'un « organisme unique » par unité de gestion est envisagée lors d'une prochaine réforme en cours de mise en place.
- **La DREAL** : Cette direction régionale du Ministère en charge de l'écologie a pour mission de s'assurer que l'ensemble des tâches d'exploitation et de surveillance permet de garantir la sécurité de certains ouvrages en service.

Comment traduire mon projet en dossier loi sur l'eau :**Au regard de la nomenclature eau : autorisation ou déclaration ?**

Avant toute création ou remplissage de plan d'eau, il est nécessaire de vérifier si mon projet est soumis à une procédure d'Autorisation ou de Déclaration au regard de la nomenclature Eau (art. R214-1 et suivants CEnv) :

- Si mon projet est concerné par au moins une rubrique de la Nomenclature, je dois déposer un dossier Loi sur l'eau.
- Parmi toutes les rubriques de la Nomenclature concernées par mon projet, si au moins une relève de l'Autorisation, mon dossier Loi sur l'eau est soumis à la procédure d'Autorisation. Dans le cas contraire, il est soumis à la procédure de Déclaration.

Fiche(s) à consulter :

- Autorisation - Déclaration
- Barrage - Sécurité publique
- Cours d'eau - Détermination
- Plan d'eau - Curage et vidange
- Contacts

Prescriptions générales :

- Arrêté ATEE9980255A du 27/08/99 (rub. 3230)
- Arrêté DEVO0770062A du 28/11/07 (rub. 3120)
- Arrêté DEVO0809347A du 23/04/08 (rub. 3150)
- Arrêté ATEE0210027A du 13/02/02 (rub. 3220)
- Arrêté DEVO0804503A du 29/02/08 (sécurité des ouvrages)

Motifs possibles de rejet de ma demande de création :

- refus du Maire au titre du Règlement Sanitaire Départemental (RSD) ;
- absence de recherche de solutions alternatives au projet ;
- absence de justification économique ;
- interdiction par un PPR (Plan de Prévention des Risques) ;
- bassin versant insuffisant pour alimenter le plan d'eau, le cas échéant ;
- création en tête de bassin versant ;
- non respect de la distance minimale de 10 m entre mon lac et un cours d'eau (si cours d'eau < 7,5 m de large, sinon 35 m) ;
- création dans les bassins versants de cours d'eau de première catégorie piscicole ;
- création dans le lit mineur d'un cours d'eau (barrage de cours d'eau, source...), dérivation ou modification permanente de celui-ci ;
- en cas de densité excessive de plans d'eau (sous-bassin où le volume cumulé dans un bassin-versant dépasse la moitié des pluies efficaces en année sèche quinquennale ou si la densité de plan d'eau est > 3/km²) (SDAGE) ;
- incompatibilité avec le SDAGE, un SAGE ou le PDM (Programme de Mesures).

PLAN D'EAU – CRÉATION ET REMPLISSAGE

Création		
Créer un plan d'eau permanent ou non (rubrique 3230)	Superficie comprise entre 0,1 et 3 ha	Déclaration
	Superficie supérieure à 3 ha	Autorisation
Créer un barrage (rubrique 3250)	De classe D (au titre de la sécurité)	Déclaration
	De classes A, B ou C (au titre de la sécurité)	Autorisation
Créer un obstacle à l'écoulement des crues (rubrique 3110)		Autorisation
Créer un obstacle à la continuité écologique (rubrique 3110)	Entraînant une différence de niveau comprise entre 20 cm et 50 cm pour le débit annuel de la ligne d'eau	Déclaration
	Entraînant une différence de niveau supérieure ou égale à 50 cm pour le débit annuel de la ligne d'eau	Autorisation
Modification du profil du cours d'eau (rubrique 3120)	Sur une longueur inférieure à 100m	Déclaration
	Sur une longueur supérieure ou égale à 100m	Autorisation
I.O.T.A. de nature à détruire les frayères, les zones de croissance ou d'alimentation de la faune aquatique (rubrique 3150)	Dans les cas autres que la destruction de plus de 200 m ² de frayère	Déclaration
	Destruction de plus de 200m ² de frayère	Autorisation
Installation d'un remblai ou d'un ouvrage (rubrique 3220)	Surface soustraite > ou = à 400 m ² et inférieure à 10000 m ²	Déclaration
	Surface soustraite > ou = à 10000 m ²	Autorisation
Mise en eau ou modification imperméabilisation... d'une zone humide (rubrique 3310)	Surface comprise entre 0,1 et 1 ha	Déclaration
	Surface supérieure à 1 ha	Autorisation

Remplissage		
Tout prélèvement > 1000 m ³ /an n'est pas considéré comme un prélèvement domestique et doit faire l'objet d'une Déclaration ou Autorisation		
Prélèvement d'eau dans un cours d'eau (rubrique 1210)	Volume prélevé compris entre 400 et 1000 m ³ /h ou entre 2 et 5% du débit du cours d'eau	Déclaration
	Volume prélevé > à 1000 m ³ /h ou > à 5% du débit du cours d'eau	Autorisation
Prélèvement en ZRE (*) (rubrique 1310)	Capacité de la pompe inférieure à 8 m ³ /h	Déclaration
	Capacité de la pompe supérieure à 8 m ³ /h	Autorisation

(*) ZRE (Zone de répartition des Eaux) : zonage qui définit des zones déficitaires en eau. L'intégralité du département du Gers est classé en ZRE.

Au regard des autres points réglementaires :

La conformité des travaux est examinée en fonction :

- des différents arrêtés ministériels fixant les prescriptions générales, et notamment celui relatif à la sécurité des ouvrages hydrauliques (tout plan d'eau doit être conçu et suivi en portant une attention particulière à la sécurité et à l'entretien) ;
- du SDAGE Adour-Garonne ;
- de la préservation de la faune et de la flore (Livre IV CEnv).
- des différents documents d'urbanisme (PLU, PPRI) ;
- du règlement Sanitaire Départemental (RSD).

Responsabilité :

En cas de dommages liés aux tiers, la responsabilité civile des propriétaires peut être engagée.

Recommandations concernant le remplissage du plan d'eau :

Une autorisation obligatoire :

Le question du remplissage se pose dès la création du plan d'eau. Tout plan d'eau doit se remplir par ruissellement des eaux de pluie du bassin versant. En cas de bassin versant insuffisant, le mode de remplissage complémentaire (par dérivation, pompage...) doit être pris en compte dans le dossier Loi sur l'eau initial dès la conception du plan d'eau. Dans les autres cas, une demande de régularisation du plan d'eau et des prélèvements doit être effectuée auprès du Service en charge de la Police de l'eau. Des prescriptions concernant le remplissage et la 1ère mise en eau seront fixées.

Informations complémentaires sur le contenu de mon dossier :

En complément des pièces générales, mon dossier Loi sur l'eau devra obligatoirement comporter :

- l'accord du Maire au titre du RSD ;
- les justifications techniques (de recherche d'alternatives) et économiques à la création du plan d'eau ;
- les informations relatives au prélèvement nécessaire au remplissage complémentaire ;
- certaines pièces relatives à la sécurité des ouvrages hydrauliques (rub. 3250) :
 - consignes de surveillance de l'ouvrage en toutes circonstances et consignes d'exploitation en période de crue ;
 - note décrivant les mesures de sécurité pendant la première mise en eau ;
 - étude de dangers si l'ouvrage est de classe A ou B.

Obligation relative au débit réservé :

Le débit réservé est le débit minimal obligatoire d'eau que les propriétaires d'un ouvrage hydraulique (lac, plan d'eau, barrage, seuil...) doivent réserver au cours d'eau et au fonctionnement minimal des écosystèmes ainsi qu'à tous les usages de l'eau. Le débit réservé en aval des plans d'eau (lacs) est à restituer en tous temps dès lors que le débit à l'amont est supérieur ou égal à cette valeur, autrement dit lorsque le débit entrant dans le lac (exprimé en l/s) est supérieur ou égal à la valeur (en l/s) fixée dans l'arrêté préfectoral relatif à l'ouvrage.

Ce que dit le SDAGE

prescription E19 : Créer les réserves en eau nécessaires en prenant en compte l'impact cumulé des ouvrages, afin de rétablir durablement les équilibres en période d'étiage.

prescription C20 : Réduire la prolifération des petits plans d'eau pour préserver l'état des têtes de bassins et celui des masses d'eau en aval.

**Contexte et définitions :****Le curage :**

L'accumulation de sédiments, sous l'effet de l'érosion, ou l'envasement dans les plans d'eau, a pour effet une réduction du volume d'eau disponible et/ou une impossibilité d'utiliser la conduite de vidange. Or cette conduite est nécessaire pour prélever de l'eau pour l'irrigation, maintenir un débit minimum en aval du barrage ou tout simplement pour vidanger l'ouvrage, en cas de risque de rupture du barrage, par exemple. Le curage peut être nécessaire.

De plus, les sédiments accumulés dans les retenues peuvent être une source de pollution du fait de la présence de substances indésirables, notamment amenées par ruissellement. Leur exportation peut de ce fait avoir des incidences non négligeables sur l'environnement lors des phases d'extraction, de transport, de stockage ou de ressuyage. C'est pourquoi le curage est réglementé et les produits issus du curage doivent être contrôlés.

La vidange :

La vidange d'un plan d'eau peut se définir comme étant la restitution rapide et brutale au milieu naturel de quantités d'eau stockées, avec abaissement du niveau du plan d'eau en dessous de la cote normale d'exploitation. Toute vidange met donc momentanément en communication 2 milieux aquatiques différents :

- le plan d'eau, masse d'eau stagnante chargée en sédiments, avec des températures pouvant être élevées en été, des populations piscicoles et une flore spécifique, et de l'eau généralement de mauvaise qualité (eutrophisation)...
- le cours d'eau, milieu naturel caractérisé par une eau courante aux amplitudes thermiques limitées, par une faune et une flore adaptées...

Une vidange doit donc être réalisée avec un maximum de précautions. C'est pourquoi elle reste une activité réglementée au titre de la protection du milieu récepteur, tant sur le plan quantitatif que sur le plan qualitatif, sur celui de la protection des espèces autochtones et de la gestion des espèces indésirables.

Vidange interdite ou déconseillée :

- **interdite** : en saison hivernale dans les eaux de 1^{ère} catégorie (cours d'eau où le peuplement piscicole dominant est constitué de salmonidés) du 1^{er} décembre au 31 mars afin de respecter les périodes de reproduction.
- **à éviter** : en période d'étiage marqué ou de fortes précipitations, en l'absence de système adapté de retenue des poissons, dans un cours d'eau reconnu comme réservoir biologique ou accueillant une espèce particulièrement sensible aux variations du milieu ou une espèce protégée.

Quelles sont les bonnes questions à se poser ?

- Ai-je bien défini les différents stades de mon projet ?
- Quels sont les impacts que va générer le curage sur mon plan d'eau ou la vidange de mon plan d'eau sur le cours d'eau récepteur ?
- Quels dispositifs dois-je mettre en œuvre pour ne pas porter préjudice aux milieux aquatiques ?

Quels sont les différents acteurs et leurs responsabilités ?

- **Le propriétaire** : il doit effectuer les curages et vidanges dans les règles de l'art et le respect de la réglementation en vigueur.
- **L'entreprise qui effectue les travaux** : son action doit être conforme aux prescriptions techniques et réglementaires, notamment celles figurant dans le dossier déposé au titre de la Loi sur l'eau.
- **Le service en charge de la Police de l'Eau** : instruit les dossiers de déclaration / autorisation au titre de la Loi sur l'eau.
- **L'ONEMA** : participe à l'instruction et effectue des contrôles pendant la réalisation de vidanges (contrôles piscicoles, de qualité de l'eau...).
- **La délégation territoriale de l'ARS** : est à votre disposition pour tout renseignement concernant l'épandage des boues de curage dans le respect du Règlement Sanitaire Départemental (RSD).

Fiche(s) à consulter :

- Autorisation – Déclaration
- Plan d'eau - Création et remplissage
- Cours d'eau – Entretien
- Assainissement – Autres rejets
- Contacts

Prescriptions générales :

- **Curage** :
 - Arrêté DEVO0650505A du 09/08/06 (rub. 2230, 3210 et 4130)
 - Arrêté DEVO0774486A du 30/05/08 (rub. 3210)
 - Circulaire DEVDE0800013C du 04/07/08
- **Vidange** :
 - Arrêté ATEE9980256A du 27/08/99 (rub. 3240)

**Le + technique :
le curage**

De façon générale, il existe 2 types de plans d'eau :

- les plans d'eau «déconnectés» du cours d'eau, donc alimentés par ruissellement ou remplissage complémentaire par dérivation ou pompage : lacs colinéaires ou mares.
- les plans d'eau en barrage du cours d'eau, donc en lien direct avec ce cours d'eau. Dans ce cas, votre dossier Loi sur l'eau devra également apporter des réponses aux incidences sur le cours d'eau en amont et en aval pendant le curage.

Dans les 2 cas, le document d'incidences inclus dans votre dossier Loi sur l'eau devra préciser la composition des sédiments, les modalités de gestion des boues de curage, proposer des mesures compensatoires ou correctives dans un but de protection des sols et des eaux mais également des mesures correctives afin de réduire le phénomène « d'engraissement » du plan d'eau : limitation des phénomènes d'érosion, réduction des intrants agricoles (nitrates, produits phytosanitaires).

PLAN D'EAU – CURAGE ET VIDANGE

Comment traduire mon projet en dossier loi sur l'eau :

Au regard de la nomenclature eau : autorisation ou déclaration ?

Avant tout curage ou vidange de plan d'eau, il est nécessaire de vérifier si mon projet est soumis à une procédure d'Autorisation ou de Déclaration au regard de la nomenclature Eau (art. R214-1 et suivants CEnv) :

- Si mon projet est concerné par au moins une rubrique de la Nomenclature, je dois déposer un dossier Loi sur l'eau.
- Parmi toutes les rubriques de la Nomenclature concernées par mon projet, si au moins une relève de l'Autorisation, mon dossier Loi sur l'eau est soumis à la procédure d'Autorisation. Dans le cas contraire, il est soumis à la procédure de Déclaration.

Curage		
Épandage d'effluents ou de boues, à l'exception de celles issues du traitement des eaux usées visées à la rubrique 2130 (rubrique 2140)	Azote total > 10 t/an ou volume annuel > 500 000 m³/an ou DBO5 > à 5 t/an	Autorisation
	Azote total compris entre 1 t/an et 10 t/an ou volume annuel compris entre 50 000 et 500 000 m³/an ou DBO5 comprise entre 500 kg et 5 t/an	Déclaration
Entretien de cours d'eau ou de canaux (curage, dragage) (rubrique 3210)	Volume des sédiments extraits > 2 000 m³/an	Autorisation
	Volume des sédiments extraits (sur 1 an) ≤ 2 000 m³ et teneur des sédiments extraits ≥ au niveau de référence S1 (**)	Autorisation
	Volume des sédiments extraits ≤ 2 000 m³ et teneur des sédiments extraits < au niveau de référence S1 (**)	Déclaration
Vidange		
Vidange de plan d'eau (rubrique 3240)	Vidange de plan d'eau de superficie supérieure à 0,1 ha	Déclaration
	Vidange de plan d'eau dont le barrage est supérieur à 10 m de haut ou dont le volume est supérieur à 5 000 000 m³	Autorisation
I.O.T.A. de nature à détruire les frayères et les zones de croissance ou d'alimentation de la faune aquatique (rubrique 3150)	Destruction de plus de 200 m² de frayère	Déclaration
	Dans les autres cas	Autorisation
Débit du rejet dans les eaux douces superficielles (rubrique 2210)	> à 2 000 m³/j ou à 5% du débit moyen interannuel du cours d'eau mais < à 10 000 m³/an et à 25% du débit moyen	Déclaration
	> ou égale à 10 000 m³/an ou à 25% du débit moyen interannuel	Autorisation

(**) Définition du niveau de référence S1 (quantité de métaux lourds) : voir fiche Cours d'eau - Entretien

Au regard des autres points réglementaires :

La conformité des travaux ou activités est examinée en fonction :

- des différents arrêtés ministériels fixant les prescriptions générales ;
- du SDAGE Adour-Garonne ;
- de la préservation de la faune et de la flore (Livre IV du Code de l'Environnement) ;
- du Règlement Sanitaire Départemental (RSD) qui fixe des règles par rapport aux boues de curage (art. 159.2.6) : l'épandage des boues de curage des plans d'eau, fossés et cours d'eau est interdit à moins de 50 mètres des immeubles habités ou occupés habituellement par des tiers, des zones de loisirs et des établissements recevant du public et à proximité des voies de communication. Leur épandage n'est possible que si leur composition n'est pas incompatible avec la protection des sols et eaux, notamment en ce qui concerne les métaux lourds et autres éléments toxiques qu'elles peuvent contenir.

Responsabilité :

En cas de dommages liés aux tiers, la responsabilité civile des propriétaires à l'origine des travaux (ou activités) peut être engagée.

Le + technique : la vidange

Le document d'incidences inclus dans votre dossier Loi sur l'eau devra notamment comporter la description du cours d'eau récepteur, l'incidence prévisionnelle de la vidange sur ce cours d'eau, sur la faune et la flore aquatiques en aval et prévoir toutes les modalités de préservation des espèces et leur habitat.

Avant la vidange :

Les services en charge de la Police de l'Eau (DDT et ONEMA) devront être informés, au moins 15 jours avant le début précis de la vidange.

Après la vidange :

Un document synthétique devra être réalisé et préciser notamment les dates précises de début et de fin de la vidange, le volume d'eau vidangé, les résultats d'analyse de la qualité de l'eau pendant la vidange...

Recommandations :

- Une vidange de plan d'eau doit prévoir toutes les dispositions techniques pour éviter toute fuite de sédiment, afin que le rejet ne soit pas nocif au milieu récepteur (faune et habitat).
- Le débit de vidange doit être adapté afin de ne pas porter préjudice aux propriétés et ouvrages situés à l'aval.
- Après chaque vidange, le pétitionnaire doit prendre en compte la possibilité de remplissage qui ne doit pas se faire au détriment du débit réservé.

La vidange des piscicultures :

Des prescriptions particulières sont exigées. Avant toute vidange, se renseigner auprès de l'ONEMA, l'ARS et la Fédération de Pêche.

Ce que dit le SDAGE

Exemple prescriptions B41 et B45 : Diagnostiquer et réduire l'impact des variations artificielles de débits, gérer les sédiments stockés dans les retenues, afin de réduire l'impact des activités sur la morphologie et la dynamique naturelle des milieux.

**Contexte et définitions :**

Un barrage est un ouvrage d'art construit en travers d'un talweg (*) ou d'un cours d'eau et destiné à réguler le cours de l'eau et/ou à stocker de l'eau en amont pour différents usages (irrigation, industrie, hydroélectricité, pisciculture, réserve d'eau potable...). Le barrage est destiné à contenir un volume d'eau (donc associé à une retenue, un étang, un canal,...) alors que la digue est destinée à soustraire une surface à l'inondation. Un barrage doit être classé si sa hauteur est supérieure ou égale à 2 mètres. Différents types d'ouvrage doivent être considérés comme des barrages :

- Le barrage (de retenue) : permet par exemple la régulation du débit d'une rivière ou d'un fleuve (favorisant ainsi le trafic fluvial), l'irrigation des cultures, une prévention relative des catastrophes naturelles (crues, inondations), par la création de lacs artificiels ou de réservoirs de stockage d'eau en amont de l'ouvrage.
- Le moulin à eau : ou moulin hydraulique, est une installation destinée à utiliser l'énergie mécanique produite par le courant d'un cours d'eau qui est amenée au moulin par un bief. Cet ouvrage hydraulique est considéré comme un barrage car son seuil est construit en travers d'un cours d'eau. Ce type de barrage permet aussi, sous certaines conditions, la production d'électricité ; on parle alors de barrage hydroélectrique.

UN ENJEU DE SÉCURITÉ PUBLIQUE :

Ces ouvrages ne sont pas tous connus de l'Administration d'un point de vue technique et/ou n'ont pas d'existence légale. Or, tous les ouvrages soumis à la poussée de l'eau doivent être conçus afin de résister à un certain nombre d'actions (exploitation) qui tendraient à les dégrader puis les faire céder. Pour éviter tout risque de rupture provoquant une inondation, il est primordial de connaître ces ouvrages et de veiller à leur sécurité qui repose sur :

- leurs conditions d'exploitation (y compris en période de crue) ;
- leur surveillance par l'exploitant ;
- leur contrôle par l'Administration.

Quelles sont les bonnes questions à se poser ?

- Mon barrage est-il conçu de façon suffisante pour répondre aux situations exceptionnelles (crue importante) ? Les biens et les personnes situés en aval sont-ils réellement protégés ?
- L'entretien et la surveillance de mon barrage sont-ils effectués de façon optimale afin de garantir son efficacité ?
- Un événement a-t-il récemment eu lieu qui aurait pu altérer la solidité de mon barrage ?

Des obligations graduées en fonction de la classe de l'ouvrage :

La sécurité des ouvrages hydrauliques repose en premier lieu sur leur bonne conception, sur la compétence de leur responsables (propriétaires, exploitants ou concessionnaires) et sur les moyens qu'ils mettent en œuvre pour s'assurer de leur efficacité. En effet, des ouvrages négligés peuvent être dangereux.

Les obligations à respecter sont fixées dans l'arrêté préfectoral propre à chaque ouvrage et graduées en fonction de la classe de l'ouvrage (A, B, C ou D), définie en fonction des paramètres suivants :

BARRAGES		
Classe	Caractéristiques	Ouvrages recensés dans le Gers
A	$H \geq 20$	1
B	$H \geq 10$ et $H^2 \times \sqrt{V} \geq 200$	10
C	$H \geq 5$ et $H^2 \times \sqrt{V} \geq 20$	196
D	$H \geq 2$	1674

H = hauteur du barrage en mètre
V = volume retenu à la côte de retenue normale exprimé en millions de mètres cubes (Mm3).

Quels sont les différents acteurs et leurs responsabilités ?

- **Le propriétaire ou le gestionnaire** : Tous les ouvrages hydrauliques concernant la sécurité publique nécessitent un entretien, une surveillance et un contrôle rigoureux. L'exploitation et la surveillance (incluant surveillance visuelle et auscultation) sont de la responsabilité du propriétaire qui, en application de la réglementation, peut confier contractuellement certaines tâches à des prestataires agréés (exploitant ou concessionnaire).
- **Le service en charge de la Police de l'Eau** : Ce service a essentiellement un rôle de recensement et de classement des barrages par la prise d'arrêtés préfectoraux fixant les prescriptions techniques à appliquer et les obligations à respecter au titre de la sécurité publique, pour chaque ouvrage en fonction de sa classe.
- **La DREAL** : Cette direction régionale du Ministère en charge de l'écologie a pour mission de s'assurer de la mise en conformité des ouvrages hydrauliques, et notamment de la réalisation des tâches d'exploitation et de surveillance afin de garantir la sécurité des ouvrages en service.

Fiche(s) à consulter :

- Autorisation - Déclaration
- Plan d'eau - Création
- Contacts

Pour les nouveaux plans d'eau :

Les obligations en terme de sécurité des ouvrages hydrauliques doivent apparaître dès la constitution du dossier de demande de Déclaration / Autorisation.

Pour les ouvrages existants :

Un dossier sera demandé aux propriétaires pour avoir une description de l'état des ouvrages, et si nécessaire une demande de mise en conformité sera prescrite.

Réglementation :

- **Sécurité et entretien des ouvrages hydrauliques** :
 - Décret 2007-1735 du 11/12/07 codifié : art. R214-112 à 151 CEnv
 - Décret 2006-881 du 17/07/06 : introduction dans nomenclature eau
 - Arrêté DEVO0804503A du 29/02/08 : sécurité et sûreté
 - Arrêté DEVQ0814392A du 12/06/08 : plan de l'étude de dangers
 - Arrêté DEVP1005353A du 18/02/10 : catégories et critères des agréments des organismes intervenant pour la sécurité des ouvrages hydrauliques
 - Arrêtés DEVP1109878A du 07/04/11 et DEVP1130961A du 15/11/11 : agrément d'organismes intervenant pour la sécurité des ouvrages hydrauliques
- **Responsabilité** :
 - Art. 1382 à 85 et 1386 du Code civil.

(*) Dic'Eau

- **Talweg (ou thalweg)** : ligne de collecte des eaux qui rejoint les points les plus bas d'une vallée. S'oppose à la ligne de crête.

BARRAGE – SÉCURITÉ PUBLIQUE

Comment traduire mon projet en dossier loi sur l'eau :

Au regard de la nomenclature eau : autorisation ou déclaration ?

Avant toute création ou entretien de barrage concernant la sécurité publique, il est nécessaire de vérifier si mon projet est soumis à une procédure d'Autorisation ou de Déclaration au regard de la nomenclature Eau (art. R214-1 et suivants CEnv) :

- Si mon projet est concerné par au moins une rubrique de la Nomenclature, je dois déposer un dossier Loi sur l'eau.
- Parmi toutes les rubriques de la Nomenclature concernées par mon projet, si au moins une relève de l'Autorisation, mon dossier Loi sur l'eau est soumis à la procédure d'Autorisation. Dans le cas contraire, il est soumis à la procédure de Déclaration.

Barrage de retenue et digues de canaux (rubrique 3.2.5.0.)	De classes A, B ou C	Autorisation
	De classe D	Déclaration

La rubrique ci-dessus ne concerne que les barrages. Pour connaître les autres rubriques pouvant concerner la création de plan d'eau, consultez la fiche « Plan d'eau - Création ».

Au regard des autres points réglementaires :

La conformité des travaux ou activités est examinée en fonction :

- du décret fixant les prescriptions relatives à la sécurité des ouvrages hydrauliques ;
- des arrêtés ministériels relatifs à la sécurité et à la sûreté et définissant les obligations du responsable de l'ouvrage en terme d'études, d'entretien et de surveillance du plan d'eau ;
- de la responsabilité des propriétaires/gestionnaires au regard du Code civil.

Responsabilité :

En cas de dommages liés aux tiers, la responsabilité des propriétaires/gestionnaires est engagée :

- « On est responsable non seulement du dommage que l'on cause par son propre fait, mais encore de celui qui est causé par le fait des choses que l'on a sous sa garde » (art. 1384 du Code civil).
- « Le propriétaire d'un bâtiment est responsable du dommage causé par sa ruine, lorsqu'elle est arrivée par une suite du défaut d'entretien ou par le vice de sa construction » (art. 1386 du Code civil).

Ce que dit le SDAGE

Exemple prescription E29 : maîtriser l'aménagement et l'occupation du sol par le recensement, l'entretien et le contrôle des ouvrages hydrauliques en vue de faire partager la politique de prévention des inondations pour réduire durablement la vulnérabilité.

Les obligations

- Réaliser tout travaux d'entretien qui s'avèrerait nécessaire ;
- Réaliser des visites techniques approfondies ;
- Veiller à ce que les organismes intervenant sur votre barrage soient bien agréés en fonction du type d'intervention ;
- Respecter les obligations de débit réservé en tout temps.

Sous responsabilité de la DREAL Midi-Pyrénées (Service risques naturels et ouvrages hydrauliques) :

- Surveiller l'ouvrage et informer le Service en charge de la Police de l'eau de tout événement particulier ;
- Transmettre au Préfet différents documents selon des périodicités fixées en fonction de la classe de l'ouvrage (A, B, C ou D). Voir tableau ci-dessous.

OBLIGATIONS	A	B	C	D
Ouverture et tenue à jour d'un dossier de l'ouvrage	Oui	Oui	Oui	Oui
Ouverture et tenue à jour d'un registre de l'ouvrage	Oui	Oui	Oui	Oui
Définition des consignes écrites	Oui	Oui	Oui	Oui
Réalisation d'une visite technique approfondie	1x par an avec compte rendu au préfet	1x tous les 2 ans avec compte rendu au préfet	1x tous les 5 ans avec compte rendu au préfet	1x tous les 10 ans
Transmission au préfet du rapport de surveillance	1x par an	1 fois tous les 5 ans	1 fois tous les 5 ans	Non
Dispositif d'auscultation Transmission au préfet du rapport d'auscultation réalisé par un organisme agréé	Oui (dérogation possible) 1x tous les 2 ans	Oui (dérogation possible) 1x tous les 5 ans	Oui (dérogation possible) 1x tous les 5 ans	Non (le dispositif peut être imposé)
Transmission au préfet du rapport de revue de sûreté réalisé par un organisme agréé	1x tous les 10 ans	Non	Non	Non
Réalisation d'une étude de danger par un organisme agréé	Oui (avant le 31/12/2012 puis actualisée tous les 10 ans)	Oui (avant le 31/12/2014 puis actualisée tous les 10 ans)	Non	Non
Si besoin :				
Déclaration au préfet des événements particuliers :	Oui (dans les plus brefs délais)	Oui (dans les plus brefs délais)	Oui (dans les plus brefs délais)	Oui (dans les plus brefs délais)
Diagnostic de sûreté ou révision spéciale par un organisme agréé	Possible	Possible	Possible	Possible

Oui = pièce/action obligatoire. Ces obligations sont détaillées sur le site internet de la Direction départementale des territoires du Gers : www.gers.developpement-durable.gouv.fr rubrique « Domaines d'activité / Gestion de l'eau ».



	Principaux interlocuteurs	Docs de référence
Analyse de l'état initial : - description de la ressource souterraine (géologie, hydro-géologie, captages d'eau...) ; - description de la ressource superficielle (notamment pour les cours d'eau avec le système d'évaluation de la qualité des cours d'eau) ; - description des milieux aquatiques et naturels (inventaires des habitats, de la faune, de la flore, des zones classées au titre de l'environnement (ZNIEFF, ZPS, ZSC)) ; - diagnostic de l'assainissement, le cas échéant ; - quantification et qualification des sédiments, le cas échéant ; - bilan des risques d'inondation ; - prises d'eau potable, périmètres de protection.	BRGM Hydrogéologues / AEAG DREAL / ONEMA / ONCFS / FDPMA / Bureau d'étude / Associations naturalistes SPANC / SATESE DREAL DREAL ARS	CIZI PPRI, PLU
Incidences des aménagements prévus : - pendant les travaux ; - pendant l'exploitation de l'installation, de l'ouvrage ou de l'activité.	Maître d'ouvrage Propriétaire / gestionnaire	
Incidence du projet et prévisions d'impacts sur : - l'écoulement et le niveau des eaux superficielles : volumes prélevés ou rejetés, quantité stockée ou évaporée, perturbation des écoulements en période de crue... ; - les nappes souterraines : niveau, risques de colmatage ; - la qualité des eaux superficielles et des eaux souterraines ; - les sédiments ; - les phénomènes d'inondation ; - les systèmes d'assainissement (en cas de raccordement des effluents sur le réseau) ; - les équilibres écologiques (faune, flore et habitats).	Bureau d'étude DREAL / BRGM ONEMA DREAL Gestionnaire station épuration DREAL / ONEMA / ONCFS / FDPMA / Bureau d'étude / Associations naturalistes	ZRE PPRI
Evaluations des incidences Natura 2000 : Que le projet soit ou non localisé sur un site Natura 2000, ce volet sera constitué a minima d'une présentation simplifiée du projet accompagnée d'une carte permettant de localiser l'espace sur lequel il peut avoir des effets, et les sites Natura 2000 susceptibles d'être concernés par ces effets ainsi qu'un exposé sommaire des raisons pour lesquelles le projet est ou non susceptible d'avoir une incidence sur un ou plusieurs sites Natura 2000.	Service Territoires et Patrimoine (STP) de la DDT32	
Compatibilité du projet avec le SDAGE Adour-Garonne : Ce volet doit permettre de démontrer la compatibilité du projet avec l'ensemble des dispositions du SDAGE identifié au niveau de l'état initial et applicable au projet. Ce point ne doit pas constituer un listing des dispositions applicables mais une réelle mise en compatibilité du projet avec les orientations du SDAGE.	Police de l'eau Bureau d'étude	SDAGE SAGE
Mesures compensatoires, correctives, d'atténuation ou de suppression des incidences à l'égard des : - eaux souterraines et de surface ; - milieux aquatiques et aux équilibres écologiques ; - habitations/tiers ; - conditions et échéancier de réalisation des mesures compensatoires et correctives. Remarque : une mesure compensatoire n'est pas un «droit à détruire» mais une série de mesures qui vise à «compenser» les atteintes au milieu liées au projet et veiller au suivi physico-chimique et biologique de la ressource en eau.	Police de l'eau Bureau d'études Propriétaire / gestionnaire	
Méthodologie et origine des données de l'étude : Afin d'apprécier le fondement scientifique des données contenues dans le document, il est nécessaire de préciser : - l'origine des données fournies (terrain ou bibliographiques) ; - les méthodologies de travail ; - les méthodologies d'investigation ; - les outils de mesure d'incidences des aménagements (logiciel hydraulique, hydrologique).	Bureau d'études	

Principaux interlocuteurs : voir fiche Contacts

CIZI : Cartographie Informative des Zones Inondables

PPRI : Plan de Prévention du Risque inondation

PLU : Plan Local d'Urbanisme

ZNIEFF : Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique

ZPS : Zone de Protection Spéciale

ZSC : Zone Spéciale de Conservation

SDAGE : Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux

SAGE : Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux

ZRE : Zone de Répartition des Eaux

► Connectez-vous à internet !

Consultez les données
départementales de la
Direction Départementale des
Territoires du Gers !

Fiche(s) à consulter :

- Contacts
- Document d'incidences Etude d'impact



Mon Mémo





Qui puis-je contacter ?

► Connectez-vous à internet !

Mairie de votre commune

Est l'interlocuteur de 1^{er} niveau pour répondre à vos questions en matière de réglementation.

• Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC)

Recherchez une commune sur le site de la Préfecture : www.gers.gouv.fr



Préfecture du Gers

Direction des Libertés Publiques et des Collectivités - Bureau du droit de l'environnement

3 place Claude Erignac - BP 10322 - 32007 AUCH cedex

Tél : 05.62.61.44.60 - Fax : 05.62.61.44.33 - www.gers.gouv.fr

Direction Départementale des Territoires du Gers (DDT32)

19 place du Foirail - BP 342 - 32007 AUCH cedex

Tél : 05.62.61.46.46 - Fax : 05.62.61.46.64 - www.gers.developpement-durable.gouv.fr

Direction Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations (DDCSPP)

8 chemin de la Caillaouère - 32000 AUCH - Tél : 05.62.58.12.00 - Fax : 05.62.58.12.01



Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement - Midi-Pyrénées (DREAL)

BP 80002 - Bld Armand Duportal - Cité administrative Bât G - 31074 TOULOUSE cedex 9

Tél : 05.61.58.50.00 - Fax : 05.61.58.54.48 - www.midi-pyrenees.developpement-durable.gouv.fr

• Unité territoriale du Gers

19 place du Foirail - BP 342 - 32007 AUCH cedex - Tél : 05.62.61.46.46 - Fax : 05.62.61.47.60



Agence Régionale de Santé - Délégation Territoriale du Gers (ARS)

Cité Administrative - Place de l'Ancien Foirail - 32020 AUCH cedex 9

Tél : 05.62.61.55.55 - Fax : 05.62.61.55.50 - www.ars.sante.fr



Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques (ONEMA)

Service départemental du Gers - Route de Toulouse - Larougeat - 32000 AUCH

Tél : 05.62.05.65.71 - Fax : 05.62.63.41.91 - www.onema.fr



Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage (ONCFS)

Service Départemental du Gers - 1 place de l'Eglise - 32550 PAVIE

Tél : 05.62.05.80.95 - Fax : 05.62.05.38.01 - www.oncfs.gouv.fr



Conseil Général du Gers

• Service d'Assistance Technique aux Exploitants de Stations d'Épuration (SATESE)

• Cellule d'Assistance Technique et d'Entretien des Rivières (CATER)

• Service d'Assistance Technique aux Exploitants d'Unité de Production d'Eau Potable (SATEP)

81 Route de Pessan - BP 20569 - 32022 AUCH Cedex 9

Tél : 05.62.67.40.40 - Fax : 05.62.63.58.06 - www.cg32.fr



Agence de l'Eau Adour-Garonne (AEAG)

90 rue du Férétra - 31078 TOULOUSE cedex

Tél : 05.61.36.37.38 - Fax : 05.61.36.37.28 - www.eau-adour-garonne.fr



Institution Adour

Maison de l'eau du Val d'Adour - 32160 JÛ-BELLOC

Tél : 05.62.08.35.98 - Fax : 05.62.08.35.98 - www.institution-adour.fr



Chambre d'Agriculture du Gers (CA32)

Route de Mirande - 70161 - 32003 AUCH Cedex

Tél : 05.62.61.77.77 - Fax : 05.62.61.77.07 - www.gers-chambagri.com



Bureau de Recherches Géologiques et Minières (BRGM)

Parc Technologique du Canal - 3 rue Curie - Bât. Aruba - BP 49 - 31527 RAMONVILLE St AGNE cedex

Tél : 05.62.24.14.51 - Fax : 05.62.24.14.69 - www.brgm.fr



Fédération Départementale de Pêche et de Protection du Milieu Aquatique (FDPPMA)

Larougeat - Route de Toulouse - 32000 AUCH

Tél. : 05.62.63.41.50 - Fax : 05.62.63.41.91 - www.gers-peche.com



Regroupements intercommunaux

Syndicats mixtes en charge des cours d'eau

Recherchez un syndicat sur la base nationale d'informations sur l'intercommunalité :

www.banatic.interieur.gouv.fr

Je reste connecté !

Usagers, collectivités, professionnels, abonnez-vous gratuitement aux lettres d'information du service Eau et Risques de la Direction Départementale des Territoires du Gers !



- **Au service de l'Eau...**

(environ une fois tous les deux mois) pour tout savoir sur l'actualité et la réglementation de l'eau dans le Gers.

► Je m'inscris !



- **Point Inf'Eau Sécheresse**

(environ une fois par semaine en été) pour tout savoir sur l'état de la ressource en eau pendant la période de sécheresse.

► Je m'inscris !

Je peux retrouver ces fiches d'information sur internet !

Retrouvez ces fiches utiles à l'élaboration de votre dossier Loi sur l'eau et toutes les réponses aux questions que vous vous posez sur :

www.gers.developpement-durable.gouv.fr
rubrique «Domaines d'activité / Gestion de l'eau»



Directeur de Publications : Michel TUFFERY, Directeur Départemental des Territoires du Gers
Financement : Ministère l'Ecologie, du Développement Durable, des Transports et du Logement (MEDDTL)
Rédacteurs : Les agents du Service Eau et Risques
Crédit photos (sauf mentions particulières) : DDT32
Dépôt légal : à parution